



## Rapport du Secrétaire général

### PROJET DE PLAN OPÉRATIONNEL QUADRIENNAL GLISSANT DE L'UNION POUR LA PÉRIODE 2022-2025

#### Résumé

Le présent document contient le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant de l'Union pour la période 2022-2025.

Ce Plan est publié conformément aux numéros ci-après de la Convention de l'UIT: numéro 181A (article 12) pour l'UIT-R, numéro 205A (article 15) pour l'UIT-T, numéro 223A (article 18) pour l'UIT-D et numéro 87A (article 5) pour le Secrétariat général et les activités intersectorielles.

Le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant de l'Union pour la période 2021-2024 a été élaboré sous la cote [C20/28](#) en vue de sa soumission à la session de 2020 du Conseil, mais n'a pas été examiné. Dans la mesure où il est remplacé par le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant de l'Union pour la période 2022-2025, il n'est plus nécessaire pour le Conseil de l'approuver.

#### Suite à donner

Le Conseil est invité à **examiner** et à **approuver** le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant de l'Union pour la période 2022-2025 et à **adopter** le projet de Résolution présenté à l'Annexe B du présent document.

#### Références

[Résolution 71 \(Rév. Dubaï, 2018\) de la Conférence de plénipotentiaires](#)



# UIT

PROJET DE

# PLAN OPÉRATIONNEL DE L'UIT

POUR LA PÉRIODE

2022-2025



Synthèse

Objectifs

Annexes



## **Projet de Plan opérationnel de l'UIT pour la période 2022-2025**

---

Partie I – Synthèse.....	6-12
Partie II – Objectifs.....	13-84
Partie III – Annexes .....	85-91



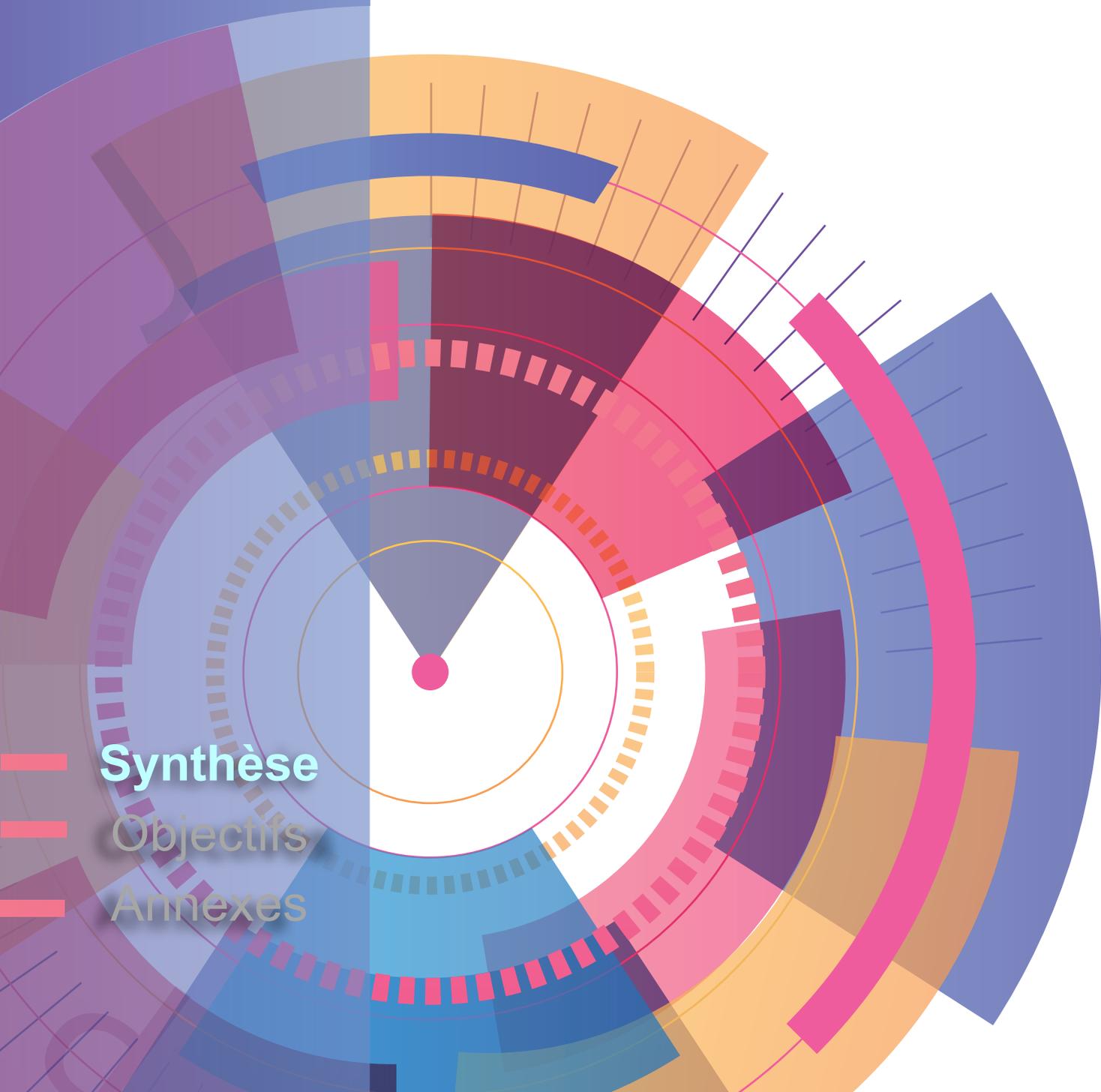
# UIT

PROJET DE

# PLAN OPÉRATIONNEL DE L'UIT

POUR LA PÉRIODE

2022-2025



Synthèse

Objectifs

Annexes

## Partie I – Synthèse

---

I – Synthèse .....	6
I.1 Avant-propos du Secrétaire général .....	7
I.2 Grandes lignes du Plan opérationnel par But, Objectif et Secteur .....	8
I.3 Structure du document .....	12

## **I.1 Avant-propos du Secrétaire général**

I.1.1 La crise liée au COVID-19 a produit des changements importants au niveau de nos travaux et de nos activités de planification et les a rendues plus complexes. Malgré ces difficultés, l'Union a fait preuve d'une excellente capacité de résilience et d'adaptation.

I.1.2 Dans ce contexte, j'ai l'honneur de présenter le projet de Plan opérationnel de l'Union pour la période 2022-2025. Ce Plan englobe tous les Buts, Objectifs et Produits de l'Union et suit la structure du Plan stratégique, du Plan financier et du budget.

I.1.3 Alors que le Plan stratégique, le Plan financier et le budget étaient déjà des instruments consolidés de l'UIT, les plans opérationnels étaient toujours fondés sur les Secteurs et contrastaient avec la vision globale que ces principaux instruments permettaient d'avoir de l'UIT. Ce nouveau plan unifié concerne le Secrétariat général ainsi que les trois Secteurs.

I.1.4 Ce nouvel outil permet d'améliorer les résultats en établissant les liens qui conviennent entre les informations et les ressources et les buts stratégique, les objectifs stratégiques et les produits. Il aide à adapter les stratégies et les financements aux plans opérationnels, à suivre activement les opérations au jour le jour et à améliorer la collaboration dans l'Union tout entière.

I.1.5 Le projet de Plan opérationnel de l'UIT pour la période 2022-2025 comprend le rapport de mise en œuvre pour l'année 2020.

I.1.6 Compte tenu du niveau limité des ressources dont dispose l'Union pour son fonctionnement, je suis convaincu que dès maintenant et dans l'avenir, les États Membres, les Membres de Secteur, les Associés, les établissements universitaires et les PME participant à nos travaux fourniront à l'UIT les moyens et l'appui nécessaires pour s'acquitter de ses engagements.

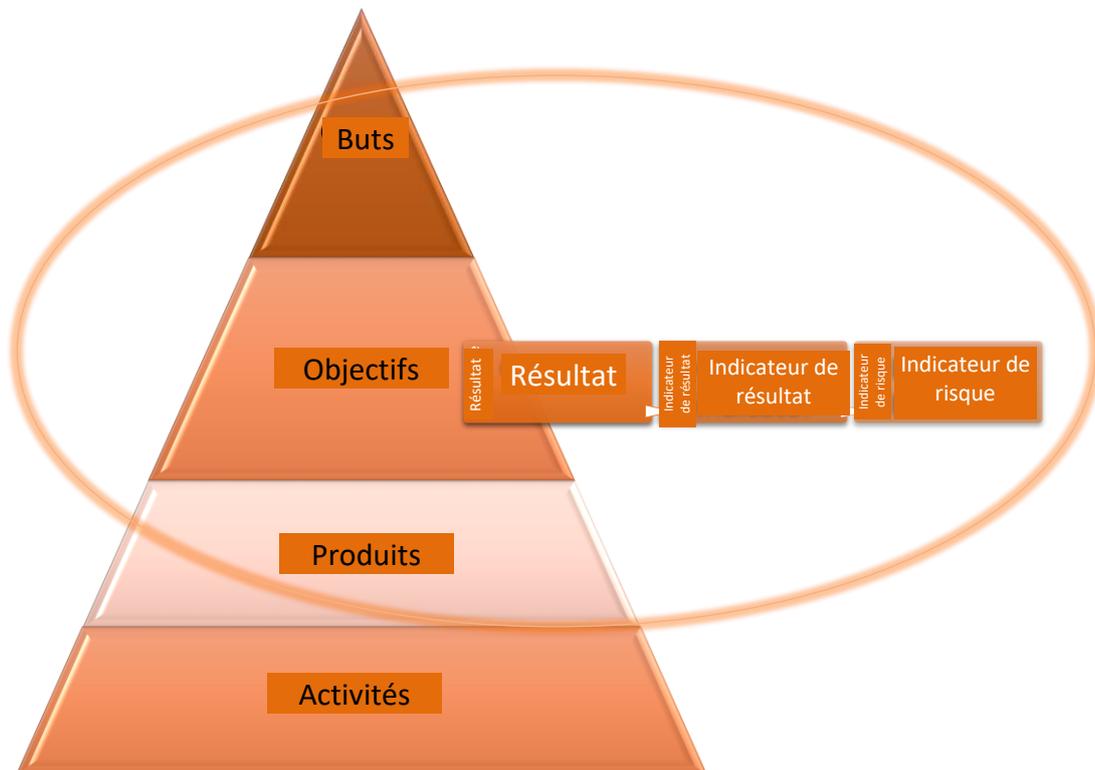
I.1.7 Par conséquent, j'ai l'honneur de présenter le projet de Plan opérationnel pour la période 2022-2025 aux Groupes consultatifs pour avis, puis de le présenter au Conseil pour examen et approbation. Le projet de Résolution correspondant fait l'objet de l'Annexe B du présent document.

Houlin Zhao  
Secrétaire général

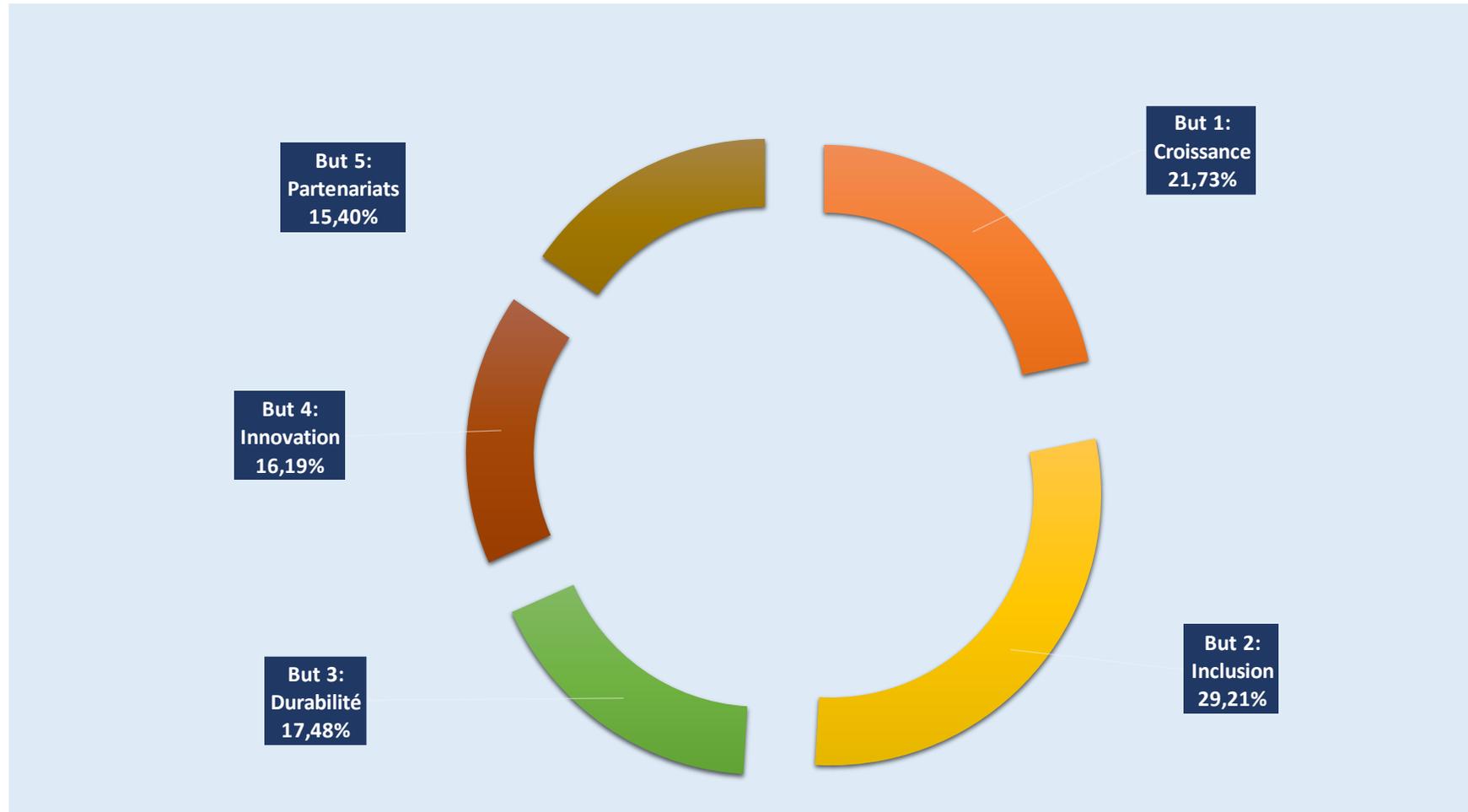
## I.2 Grandes lignes du Plan opérationnel par But, par Objectif et par Secteur

I.2.1 Le projet de Plan opérationnel pour la période 2022-2025 porte sur la mise en œuvre de 5 buts stratégiques et de 18 objectifs stratégiques. Il suit la structure des Plans stratégique et financier pour la période 2020-2023 approuvés par la Conférence de plénipotentiaires de 2018.

I.2.2 La structure du projet de Plan opérationnel pour la période 2022-2025 est la suivante:



### Ventilation des ressources par But pour la période 2022-2025





### **I.3 Structure du document**

I.3.1 Le document contenant le Plan opérationnel comprend trois parties:

- La Partie 1 est une synthèse.
- La Partie 2 contient le rapport d'activité pour 2020 et le Plan opérationnel pour la période 2022-2025 au niveau des objectifs:

*Pour chaque objectif, les informations suivantes sont données:*

- Description de l'objectif.
  - Résumé de l'imputation des coûts pour 2020, et pour la période 2022 à 2025.
  - Rapport d'activité pour 2020, avec la déclaration sur les résultats obtenus, les mesures et les facteurs de risque
  - Déclaration de 2022 sur les principaux résultats attendus, les mesures et les principaux indicateurs de risque.
- On trouvera dans la Partie 3 des informations supplémentaires sur les produits, ainsi que le projet de Résolution.





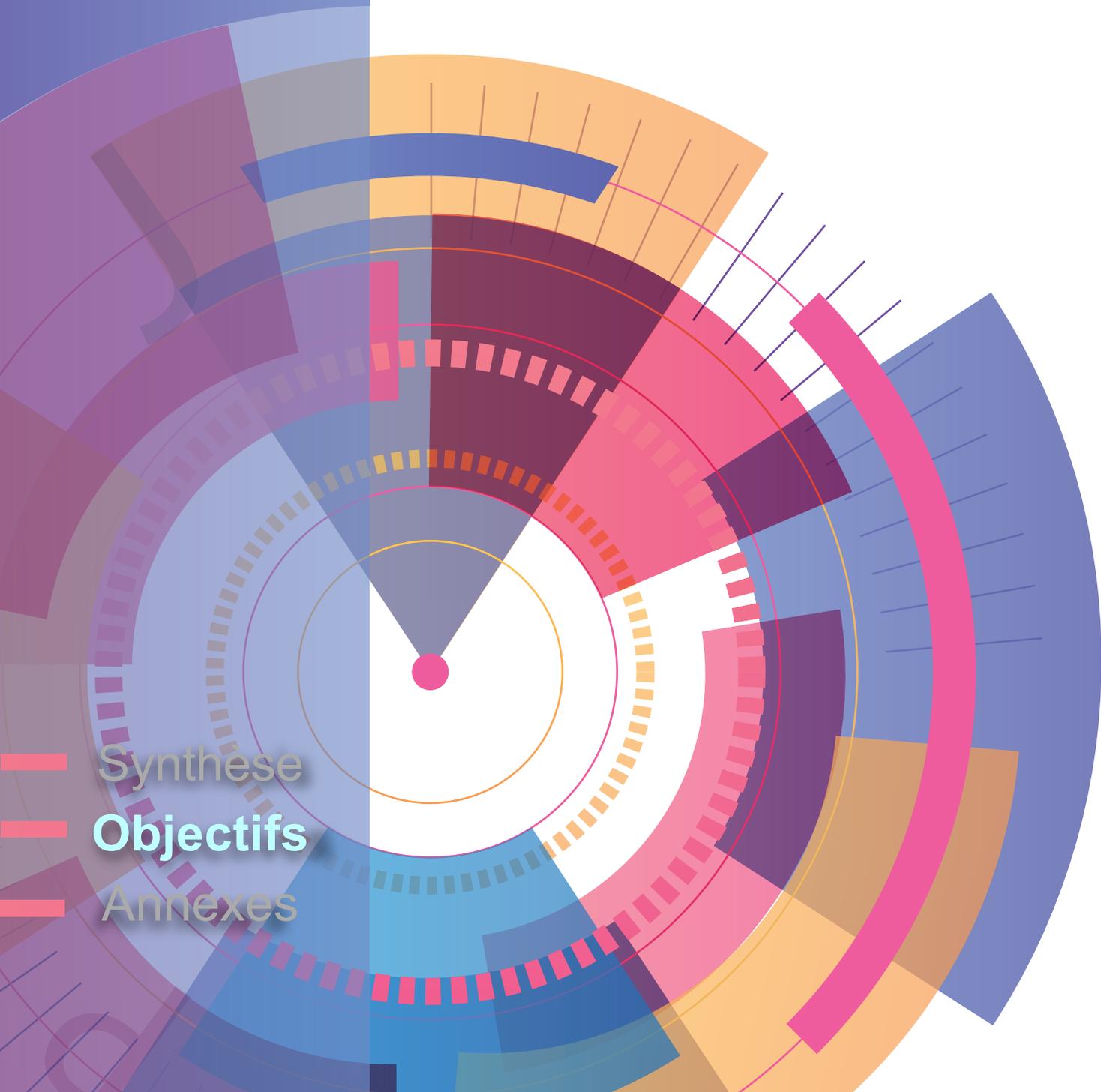
# UIT

PROJET DE

# PLAN OPÉRATIONNEL DE L'UIT

POUR LA PÉRIODE

2022-2025



Synthese

Objectifs

Annexes

## Partie II – Objectifs

---

Partie II – Objectifs .....	13
II.0 Résumé.....	15
II.1 Objectifs intersectoriels .....	16
II.1.1 – I.1 Collaboration .....	17
II.1.2 – I.2 Nouvelles tendances en matière de télécommunications/TIC .....	21
II.1.3 – I.3 Accessibilité des télécommunications/TIC .....	23
II.1.4 – I.4 Égalité hommes/femmes et inclusion .....	26
II.1.5 – I.5 Environnement durable .....	28
II.1.6 – I.6 Réduction des chevauchements et des doubles emplois .....	33
II.2 Objectifs du Secteur des radiocommunications .....	35
II.2.1 – R.1 Réglementation et gestion du spectre/des orbites .....	37
II.2.2 – R.2 Normes relatives aux radiocommunications.....	42
II.2.3 – R.3 Échange de connaissances .....	47
II.3 Objectifs du Secteur de la normalisation des télécommunications .....	49
II.3.1 – T.1 Élaboration de normes .....	51
II.3.2 – T.2 Réduire l'écart en matière de normalisation.....	54
II.3.3 – T.3 Ressources de télécommunications .....	57
II.3.4 – T.4 Échange de connaissances.....	59
II.3.5 – T.5 Coopération avec les organismes de normalisation .....	61
II.4 Objectifs du Secteur du développement des télécommunications .....	63
II.4.1 – D.1 Coordination.....	65
II.4.2 – D.2 Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC.....	69
II.4.3 – D.3 Environnement favorable .....	75
II.4.4 – D.4 Société de l'information inclusive .....	80

## II.0 Résumé

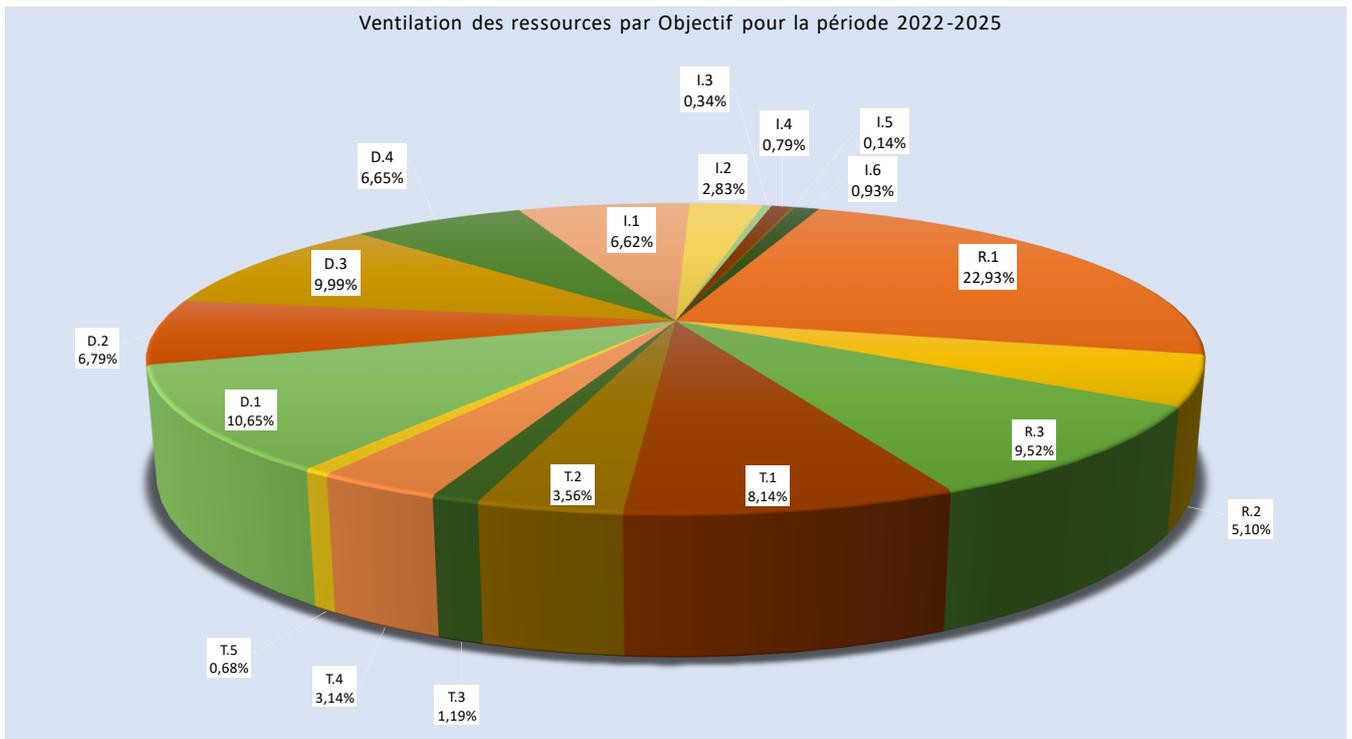
**II.0.1** Le projet de Plan opérationnel pour la période 2022-2025 donne des informations concernant la mise en œuvre de 18 objectifs stratégiques subdivisés comme suit:

- 6 Objectifs intersectoriels;
- 3 Objectifs du Secteur des radiocommunications;
- 5 Objectifs du Secteur de la normalisation des télécommunications;
- 4 Objectifs du Secteur de développement des télécommunications.

**II.0.2** Pour chaque Objectif, les informations suivantes sont données:

- Description de l'Objectif.
- Résumé de l'imputation de coûts pour 2020 et pour la période 2022-2025.
- Rapport d'activité pour 2020.
- Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque.

**II.0.3** Le diagramme ci-dessous montre la ventilation des ressources par Objectif pour la période 2022-2025:



## II.1 Objectifs intersectoriels

Six Objectifs intersectoriels sont prévus pour la période 2022-2025, représentant 11,65% du total des ressources prévues de l'Union pour cette période.

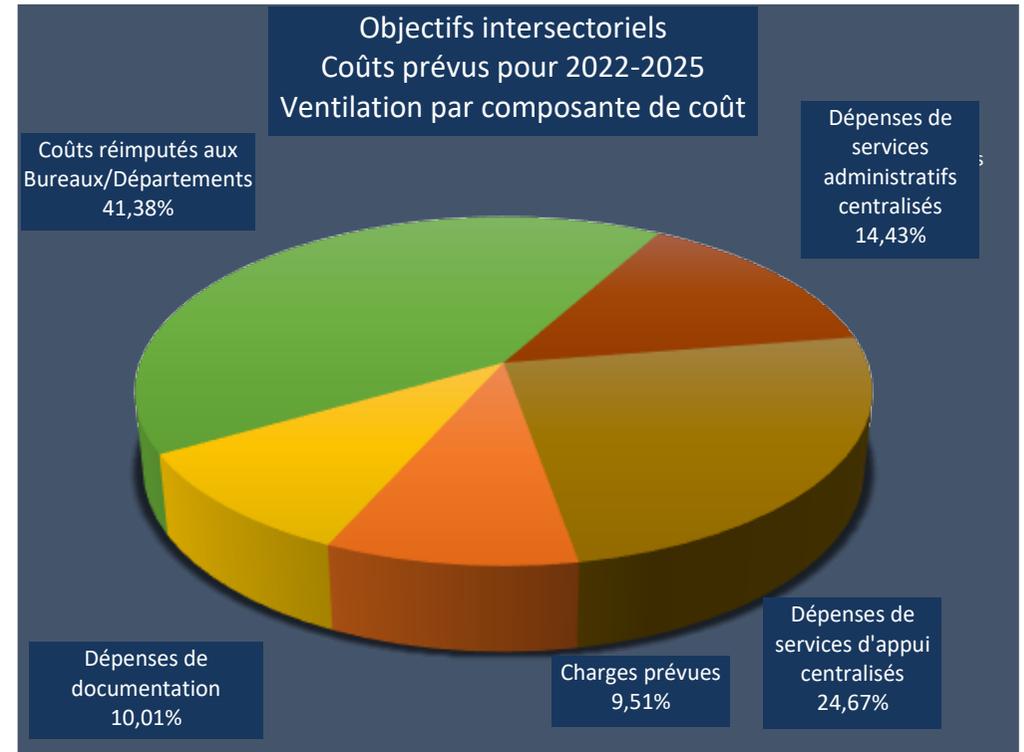
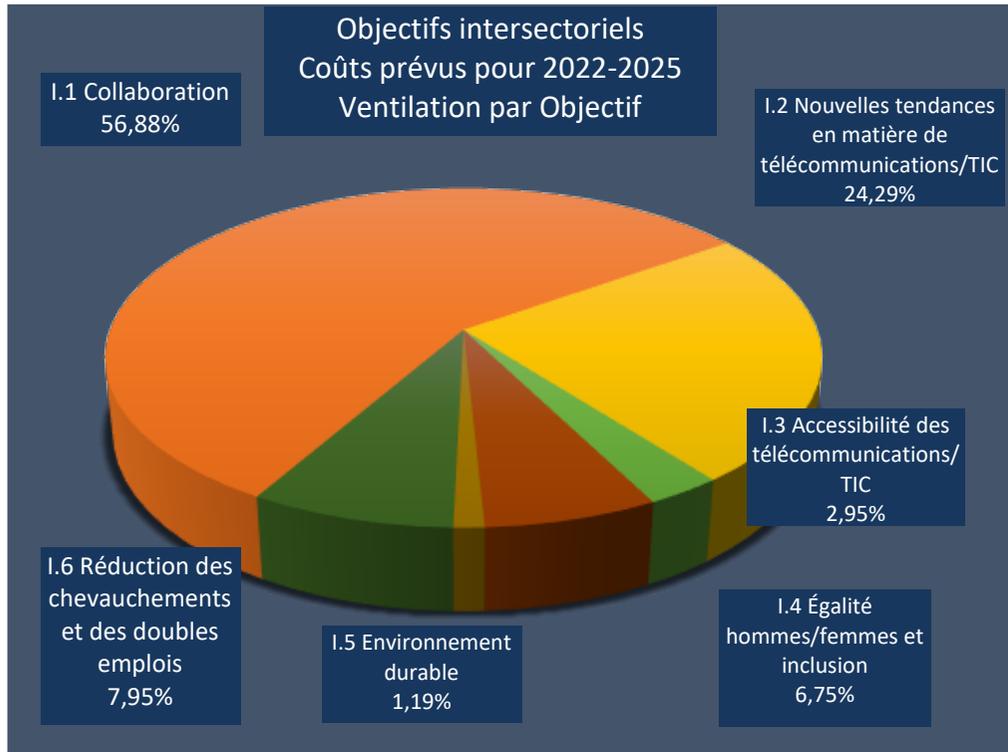
### Objectifs intersectoriels Coûts prévus pour 2022-2025 Ventilation par composante de coût

*En milliers CHF*

%

	Charges prévues	Dépenses de documentation	Coûts réimputés aux Bureaux/ Départements	Dépenses de services administratifs centralisés	Dépenses de services d'appui centralisés	Total Coûts par objectif	En % des Objectifs intersectoriels de l'UIT	En % de l'UIT
I.1. Collaboration	5 187	5 627	16 771	5 819	9 964	43 368	56,88%	6,62%
I.2. Nouvelles tendances en matière de télécommunications/TIC	1 610	2 005	7 639	2 691	4 571	18 516	24,29%	2,83%
I.3. Accessibilité des télécommunications/TIC	100	0	1 096	390	665	2 251	2,95%	0,34%
I.4. Égalité hommes/femmes et inclusion	0	0	2 649	916	1 578	5 143	6,75%	0,79%
I.5. Environnement durable	0	0	461	162	282	905	1,19%	0,14%
I.6. Réduction des chevauchements et des doubles emplois	350	0	2 937	1 022	1 752	6 061	7,95%	0,93%
<b>Total</b>	<b>7 247</b>	<b>7 632</b>	<b>31 553</b>	<b>11 000</b>	<b>18 812</b>	<b>76 244</b>	<b>100,00%</b>	<b>11,65%</b>

Les deux diagrammes ci-dessous montrent les coûts prévus pour 2022-2025 au titre des Objectifs intersectoriels, ventilés par Objectif et par composante de coût.



## II.1.1 – I.1 Collaboration

### Description de l'Objectif

Encourager une collaboration plus étroite entre toutes les parties prenantes de l'écosystème des télécommunications/TIC.

L'Objectif I.1 utilise 56,88% des ressources prévues pour les Objectifs intersectoriels ou 6,62% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Résumé de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	231	2 200	776	986	1 225	5 187
Dépenses de documentation	1 372	2 172	680	1 239	1 536	5 627
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	3 475	4 740	4 183	3 901	3 947	16 771
Dépenses de services administratifs centralisés	1 066	1 713	1 517	1 287	1 302	5 819
Dépenses de services d'appui centralisés	1 961	2 882	2 546	2 257	2 279	9 964
<b>Coûts intégraux</b>	<b>8 105</b>	<b>13 707</b>	<b>9 702</b>	<b>9 670</b>	<b>10 289</b>	<b>43 368</b>

**Rapport d'activité 2020**

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
<p>Haut niveau de collaboration maintenu entre les parties prenantes concernées, aboutissant à l'amélioration de l'efficacité de l'environnement des télécommunications/TIC.</p>	<p>Une nouvelle question a été ajoutée à l'enquête menée auprès des Membres de Secteur de l'UIT. Une enquête est réalisée chaque année pour évaluer comment l'amélioration de la collaboration est perçue par la plupart des parties prenantes. Les résultats pour 2019 et 2020 montrent que la collaboration est très bien perçue.</p>	<p>La pandémie de COVID-19 était un événement presque imprévisible. L'analyse des effets de ce risque imprévu (qui se concrétise actuellement) doit encore être menée à bien.</p>
<p>La participation (sur les plans de la qualité et de la quantité) aux principales manifestations et principaux forums multi-parties prenantes organisés par l'UIT n'a pas seulement été maintenue, mais elle a été renforcée, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles ont eu lieu les manifestations virtuelles en 2020.</p>	<p>Un grand nombre de membres de l'UIT ont déclaré (dans le cadre de l'enquête) que les TIC/télécommunications contribuent à la mise en œuvre des ODD et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.</p>	<p>La participation (sur les plans de la qualité et de la quantité) aux principales manifestations et principaux forums multi-parties prenantes organisés par l'UIT n'a pas seulement été maintenue, mais elle a été renforcée, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles ont eu lieu les manifestations virtuelles en 2020.</p>

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultats</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
Renforcement de la collaboration entre les parties prenantes concernées.	Nombre de pays/parties prenantes représentés/niveau de représentation (SMSI/Telecom).	Difficulté croissante de nouer un dialogue avec le public (nouveaux acteurs, nombreuses organisations concurrentes).
Renforcement des synergies nées des partenariats concernant les télécommunications/TIC.	Pourcentage de Membres indiquant que les Recommandations/normes/bonnes pratiques de l'UIT sont utilisées en vue de faciliter la conclusion de partenariats.	Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays.
Meilleure reconnaissance des télécommunications/TIC, en tant que catalyseur intersectoriel pour la mise en œuvre des grandes orientations du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.	Pourcentage de Membres qui estiment que les télécommunications/TIC contribuent à la réalisation des ODD et du Programme 2030 des Nations Unies.	Insuffisance des ressources humaines et financières.
Appui accru aux membres de l'UIT dans l'élaboration et la fourniture de produits et de services TIC.	Pourcentage de Membres indiquant que les Recommandations/normes/bonnes pratiques de l'UIT sont utilisées pour concevoir de nouveaux réseaux et produits de télécommunication. Pourcentage de Membres satisfaits du service à la clientèle de l'UIT.	

## II.1.2 – I.2 Nouvelles tendances en matière de télécommunications/TIC

### Description de l'Objectif

Améliorer l'identification, la prise en compte et l'analyse de la transformation numérique et des nouvelles tendances dans l'environnement des télécommunications/TIC.

L'Objectif I.2 utilise 24,29% des ressources prévues pour les Objectifs intersectoriels ou 2,83% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Résumé de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	333	390	390	390	440	1 610
Dépenses de documentation	553	458	430	553	564	2 005
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	2 256	2 726	2 718	1 120	1 075	7 639
Dépenses de services administratifs centralisés	692	985	983	369	354	2 691
Dépenses de services d'appui centralisés	1 303	1 657	1 651	645	618	4 571
<b>Coûts intégraux</b>	<b>5 137</b>	<b>6 216</b>	<b>6 172</b>	<b>3 077</b>	<b>3 051</b>	<b>18 516</b>

### Rapport d'activité 2020

Résultats obtenus	Mesure	Risque
<p>Excellents résultats des groupes spécialisés de l'UIT-T.</p> <p>Augmentation de la participation à la manifestation en ligne Kaléidoscope de l'UIT.</p>	<p>Le nombre de nouvelles Questions, nouvelles commissions d'études, nouveaux sujets d'étude et nouveaux GT a augmenté.</p> <p>Le nombre de pays soumettant des contributions aux manifestations Kaléidoscope et le nombre de documents publiés dans la bibliothèque de l'IEEE sont en progression.</p>	<p>Compte tenu de la pandémie de COVID-19, les risques tels que l'incapacité à identifier les grandes tendances, l'absence de réactivité qui se traduirait par un désengagement des membres et le risque d'être laissé de côté, ont été maîtrisés</p>

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Identification, prise en compte et analyse de la transformation numérique et des nouvelles tendances des télécommunications/TIC.	Résultats des groupes spécialisés de l'UIT-T (produits, nouvelles Questions, nouvelles commissions d'études, nouveaux sujets d'étude, nouveaux GT). Contributions aux manifestations Kaléidoscope. Indicateurs tirés du Journal de l'UIT: À la découverte des TIC.	Manque de polyvalence, de souplesse et de préparation du personnel pour s'adapter à l'évolution des besoins. Difficultés à valoriser et conserver les talents.
	Nombre de nouvelles tendances identifiées et analysées par l'UIT.	Cadre institutionnel obsolète.
	Pourcentage de Membres/fonctionnaires qui estiment que l'UIT effectue un travail efficace concernant l'identification et l'analyse de nouvelles tendances.	
	Travail accompli par l'UIT concernant l'identification et l'analyse de nouvelles tendance/la transformation numérique.	

## II.1.3 – I.3 Accessibilité des télécommunications/TIC

### Description de l'Objectif

Améliorer l'accessibilité des télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et les personnes ayant des besoins particuliers.

L'Objectif I.3 utilise 2,95% des ressources prévues pour les Objectifs intersectoriels ou 0,34% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	1	25	25	25	25	100
Dépenses de documentation		0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	193	387	416	146	147	1 096
Dépenses de services administratifs centralisés	60	140	152	49	49	390
Dépenses de services d'appui centralisés	113	236	255	87	87	665
<b>Coûts intégraux</b>	<b>367</b>	<b>788</b>	<b>848</b>	<b>307</b>	<b>308</b>	<b>2 251</b>

**Rapport d'activité 2020**

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
<p>Le nombre de pays dotés d'un cadre réglementaire afin de garantir l'accessibilité des TIC pour les personnes handicapées s'est stabilisé.</p> <p>La participation des personnes handicapées/organisations de personnes handicapées aux travaux de l'UIT s'est stabilisée (note: la comparaison avec les années précédentes est complexe, compte tenu de la situation particulière en 2020).</p>	<p>Nombre de pays dotés d'un cadre réglementaire.</p> <p>Nombre d'experts et d'organisations de personnes handicapées participant aux activités de l'UIT.</p> <p>Nombre de réunions offrant des services d'interprétation en langue des signes et de sous-titrage.</p>	<p>Manque de ressources en langue des signes et de sous-titrage (une proposition visant à maîtriser ce risque en 2021 a été élaborée)</p>

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Disponibilité accrue d'équipements, de services et d'applications de télécommunication/TIC conformes aux principes de conception universelle.	Nombre de publications techniques de l'UIT-T dans lesquelles figurent des éléments essentiels pour l'accessibilité des TIC ou portant sur l'amélioration de l'accessibilité/l'intégration d'exigences ou de fonctionnalités relatives à l'accessibilité.	Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays. Insuffisance des ressources humaines et financières.
Renforcement de la participation des organisations de personnes handicapées et de personnes ayant des besoins particuliers aux travaux de l'Union.	Nombre de publications techniques de l'UIT-T dans lesquelles figurent des éléments essentiels pour l'accessibilité des TIC ou portant sur l'amélioration de l'accessibilité/l'intégration d'exigences ou de fonctionnalités relatives à l'accessibilité.	
Sensibilisation accrue, y compris par une reconnaissance multilatérale et intergouvernementale, à la nécessité d'améliorer l'accès aux télécommunications/TIC pour les personnes handicapées et pour les personnes ayant des besoins particuliers.	Nombre de réunions offrant des services d'interprétation en langue des signes et de sous-titrage. Fonds UIT pour l'accessibilité (langue des signes, frais de voyage pour les experts et sous-titrage). Nombre de pays dotés de politiques en matière d'accessibilité.	

## II.1.4 – I.4 Égalité hommes/femmes et inclusion

### Description de l'Objectif

Renforcer l'utilisation des télécommunications/TIC au service de l'égalité hommes/femmes et de l'inclusion ainsi que de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles.

L'objectif I.4 utilise 6,75% des ressources prévues pour les Objectifs intersectoriels ou 0,79% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues		0	0	0	0	0
Dépenses de documentation		0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	672	613	699	669	668	2 649
Dépenses de services administratifs centralisés	206	222	254	220	220	916
Dépenses de services d'appui centralisés	381	374	426	389	389	1 578
<b>Coûts intégraux</b>	<b>1 259</b>	<b>1 209</b>	<b>1 379</b>	<b>1 278</b>	<b>1 277</b>	<b>5 143</b>

### Rapport d'activité 2020

Résultats obtenus	Mesure	Risque
<p>L'écart numérique entre les hommes et les femmes continue de se creuser, notamment en raison de la pandémie de COVID-19.</p> <p>La parité hommes-femmes au sein du personnel et dans le cadre des manifestations n'a pas encore été atteinte. Des progrès ont été fait en 2020.</p>	<p>Résultats tirés du rapport "Facts and figures 2020" (Faits et chiffres 2020) (Statistiques de l'UIT) et du Tableau de bord de l'UIT sur l'égalité hommes/femmes.</p> <p>Cibles mesurées avec les résultats concernant les manifestations, les commissions d'études et les groupes d'experts, le partenariat EQUALS, la Commission sur le large bande et les ressources humaines.</p>	<p>Risque maîtrisé grâce à des initiatives telles que le Réseau de femmes et la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC, notamment, et à un bon niveau de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays.</p> <p>Cadre institutionnel adapté.</p>

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Renforcement de l'accès aux télécommunications/TIC et de leur utilisation pour promouvoir l'autonomisation des femmes.	Différence entre la proportion d'hommes et de femmes utilisant l'Internet. Différence entre la proportion d'hommes et de femmes possédant un téléphone mobile.	Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays. Cadre institutionnel obsolète.
Participation accrue des femmes à tous les niveaux du processus décisionnel dans le cadre des travaux de l'Union et du secteur des télécommunications/TIC.	Résultats tirés du tableau de bord sur l'égalité hommes/femmes (participation des femmes aux réunions de l'UIT: globale, en tant que présidentes, en tant que vice-présidentes; femmes dans les commissions statutaires; femmes dans les principales manifestations; femmes à la PP et au Conseil; femmes dans le domaine des TIC et de la connectivité).	
Engagement accru auprès d'autres organisations du système des Nations Unies et parties prenantes s'occupant de l'utilisation des télécommunications/TIC pour promouvoir l'autonomisation des femmes.	Résultats concernant le partenariat EQUALS et la Commission sur le large bande.	
Mise en œuvre complète, dans le cadre des attributions de l'UIT, de la stratégie sur la parité hommes/femmes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies.	Résultats de l'UIT au regard des indicateurs de performance d'ONU-SWAP.	

## II.1.5 – I.5 Environnement durable

### Description de l'Objectif

Mettre à profit les télécommunications/TIC pour réduire l'empreinte environnementale.

L'Objectif I.5 utilise 1,19% des ressources prévues pour les Objectifs intersectoriels ou 0,14% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues		0	0	0	0	0
Dépenses de documentation		0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	209	29	28	202	202	461
Dépenses de services administratifs centralisés	66	11	11	70	70	162
Dépenses de services d'appui centralisés	122	18	18	123	123	282
<b>Coûts intégraux</b>	<b>397</b>	<b>58</b>	<b>57</b>	<b>395</b>	<b>395</b>	<b>905</b>

**Rapport d'activité 2020**

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
<p>Les travaux collaboratifs entre les trois Secteurs dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques ont progressé de façon satisfaisante (nouveau site web de l'organisation).</p>	<p>Résultats du rapport "Global E-waste Monitor 2020" (les données les plus récentes datent de 2019).</p>	<p>Manque de ressources humaines et de ressources financières pour répondre aux demandes des pays.</p>
<p>Augmentation du nombre de pays dotés d'une politique, réglementation ou législation relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, de 67 pays en 2017 à 78 pays en 2019.</p> <p>Afin d'aider les pays à élaborer des politiques générales et des cadres réglementaires pour résoudre le problème que posent les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), plusieurs pays ont bénéficié d'un appui en vue de l'élaboration d'une politique nationale. Le taux officiel de collecte et de recyclage des DEEE pour 2019 s'établit à 17,4%, un chiffre en baisse par rapport aux estimations pour 2016, qui s'établissaient à 20%.</p> <p>À l'heure actuelle, 41 pays recueillent officiellement des statistiques relatives aux DEEE. Afin d'aider les pays à collecter des statistiques et des données harmonisées sur les DEEE et à les améliorer, plusieurs sessions de formation concernant la collecte de données sur les DEEE ont été organisées aux niveaux national et régional.</p>		

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
Plusieurs nouvelles normes relatives à l'efficacité énergétique (UIT-T L.1381 et UIT-T L.1382: solutions intelligentes en matière d'énergie, UIT-T L.1331: Évaluation de l'efficacité énergétique des réseaux mobiles, UIT-T L.1470: les cibles recommandées pour la réduction des émissions sont les premières cibles propres au secteur des TIC à être approuvées par l'initiative relative à des cibles fondées sur des données scientifiques (SBTi)).		
Nouvelles normes relatives à la durabilité et à l'économie circulaire (UIT-T L.1023: Conception circulaire, UIT-T L.1371: Durabilité des immeubles, UIT-T L.1304: critères relatifs à la passation de marchés pour les centres de données durables).		
Nouveau Portail mondial de l'UIT sur l'environnement et les villes intelligentes et durables.		
Élaboration d'une formation sur la gestion durable des DEEE et l'économie circulaire (participation au nouveau lancement du cours en ligne ouvert à tous sur le défi que constituent les DEEE).		

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Efficacité accrue des politiques et normes relatives à l'environnement.	Nombre de normes de l'UIT-T relatives à l'efficacité énergétique. Pourcentage de pays dotés d'une politique, réglementation ou législation relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques.	
Augmentation du nombre de pays collectant officiellement des statistiques et des données sur les DEEE.	Nombre de pays collectant officiellement des statistiques et des données sur les DEEE.	
Amélioration des normes relatives à l'économie circulaires dans le domaine des TIC et des villes	Nombre de normes de l'UIT-T relatives à l'économie circulaire.	
Réduction de la consommation d'énergie des applications de télécommunication/TIC.	Part nette de la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux télécommunications/TIC. Émissions annuelles de gaz à effet de serre dans le secteur des TIC. Pourcentage d'opérateurs ayant fixé des cibles fondées sur des données scientifiques.	Faible disponibilité des données. Capacités insuffisantes pour produire des statistiques harmonisées. Manque de ressources humaines et de ressources financières. Défaut d'appui/d'engagement des partenaires et des pays.
Augmentation du volume de déchets d'équipements électriques et électroniques recyclés.	Taux officiel de collecte et de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le monde.	Manque de sensibilisation concernant l'empreinte carbone et la perte de matériaux précieux.
Amélioration des solutions pour les villes intelligentes et durables.	Nombre de normes internationales de l'UIT-T relatives aux villes intelligentes et durables.	
Amélioration des solutions pour une transformation numérique durable.	Nombre de normes internationales de l'UIT-T relatives à l'efficacité énergétique.	

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
Amélioration des orientations relatives à la mise en œuvre des mesures relatives à l'économie circulaire dans le secteur des TIC.	Nombre de normes internationales de l'UIT-T relatives à l'économie circulaire.	
Appui fourni au secteur des TIC en vue d'atteindre les cibles relatives à la neutralité carbone fondées sur des données scientifiques et de mettre en œuvre d'autres mesures relatives à la neutralité carbone.	Nombre d'entités qui se sont engagés à adopter la Recommandation UIT-T L.1470 et ses suppléments.	
Partenariats renforcés avec les principales parties prenantes (coalition contre les DEEE, initiative "Tous unis pour des villes intelligentes et durables, etc.).	Nombre de produits publiés en collaboration avec différents partenaires.	

## II.1.6 – I.6 Réduction des chevauchements et des doubles emplois

### Description de l'Objectif

Réduire les chevauchements et les doubles emplois et favoriser une coordination plus étroite et transparente entre le Secrétariat général et les Secteurs de l'UIT, compte tenu des crédits budgétaires de l'Union ainsi que des compétences spécialisées et du mandat de chaque Secteur.

L'Objectif I.6 utilise 7,95% des ressources prévues pour les Objectifs intersectoriels ou 0,93% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues		100	100	100	50	350
Dépenses de documentation		0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	836	793	863	641	640	2 937
Dépenses de services administratifs centralisés	256	287	313	211	211	1 022
Dépenses de services d'appui centralisés	478	482	525	372	373	1 752
<b>Coûts intégraux</b>	<b>1 570</b>	<b>1 662</b>	<b>1 801</b>	<b>1 324</b>	<b>1 274</b>	<b>6 061</b>

**Rapport d'activité 2020**

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
<p>Réduction des chevauchements et des doubles emplois, donnant lieu à des économies réalisées grâce aux mesures d'efficacité.</p> <p>Collaboration plus étroite et transparente entre les Secteurs de l'UIT, grâce à des mécanismes comme le Groupe ISCG et le Groupe spécial ISC-TF.</p>	<p>En 2018-19, quelque 13 MCHF d'économies au total.</p> <p>Les calculs pour 2020 sont en cours.</p> <p>Nombre de notes de liaison émanant des groupes consultatifs des Secteurs concernant la coordination intersectorielle.</p> <p>Nombre de thèmes devant être traités par le Groupe ISC-TF.</p>	<p>Risques maîtrisés au moyen d'une collaboration sur les thèmes/sujets communs.</p>

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
<p>Collaboration plus étroite et transparente entre les Secteurs de l'UIT, le Secrétariat général et les trois Bureaux.</p>	<p>Pourcentage de Membres indiquant que l'UIT est unie dans l'action.</p>	<p>Affaiblissement de la coordination intersectorielle.</p> <p>Lancement de nouvelles activités entraînant des doubles emplois (aux niveaux interne et externe).</p>
<p>Réduction des chevauchements et des doubles emplois entre les Secteurs de l'UIT et les travaux du Secrétariat général et des trois Bureaux.</p>	<p>Nombre de manifestations coorganisées par au moins 2 Secteurs.</p> <p>Résultats du Groupe spécial ISC-TF.</p> <p>Nombre de chevauchements recensés et éliminés.</p>	<p>Gestion inefficace des ressources humaines (absence de contrôle, fautes, erreurs humaines).</p>
<p>Réalisation d'économies en évitant les chevauchements.</p>	<p>Réduction des coûts grâce aux mesures d'efficacité visant à mettre en évidence et à supprimer tous les types et tous les cas de double emploi.</p>	<p>Appui fourni dans le cadre d'activités contradictoires.</p> <p>Cadre institutionnel obsolète.</p>

## II.2 Objectifs du Secteur des radiocommunications

Trois Objectifs du Secteur des radiocommunications sont prévus pour la période 2022-2025, représentant 37,55% du total des ressources prévues de l'Union pour cette période.

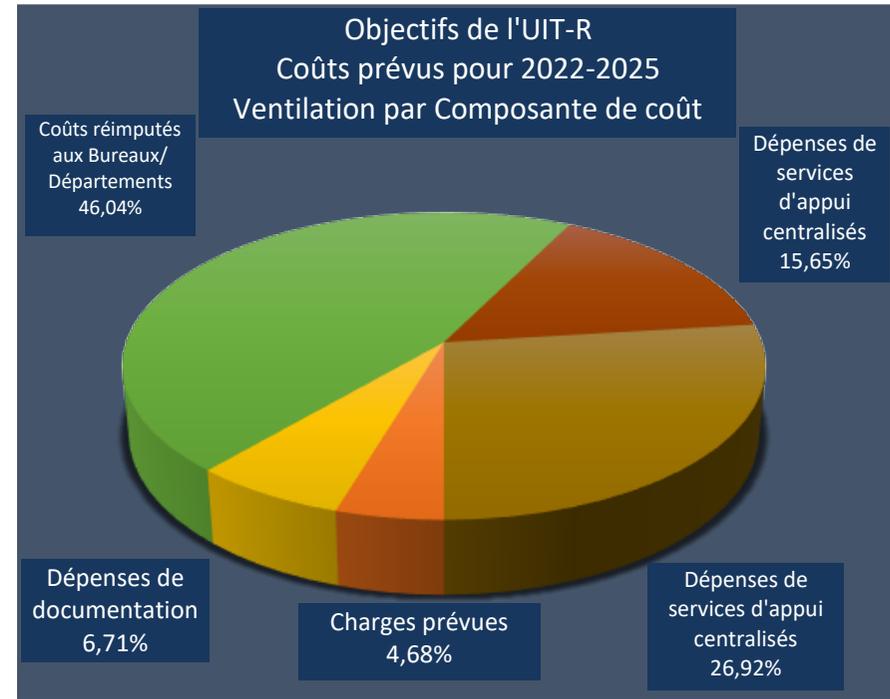
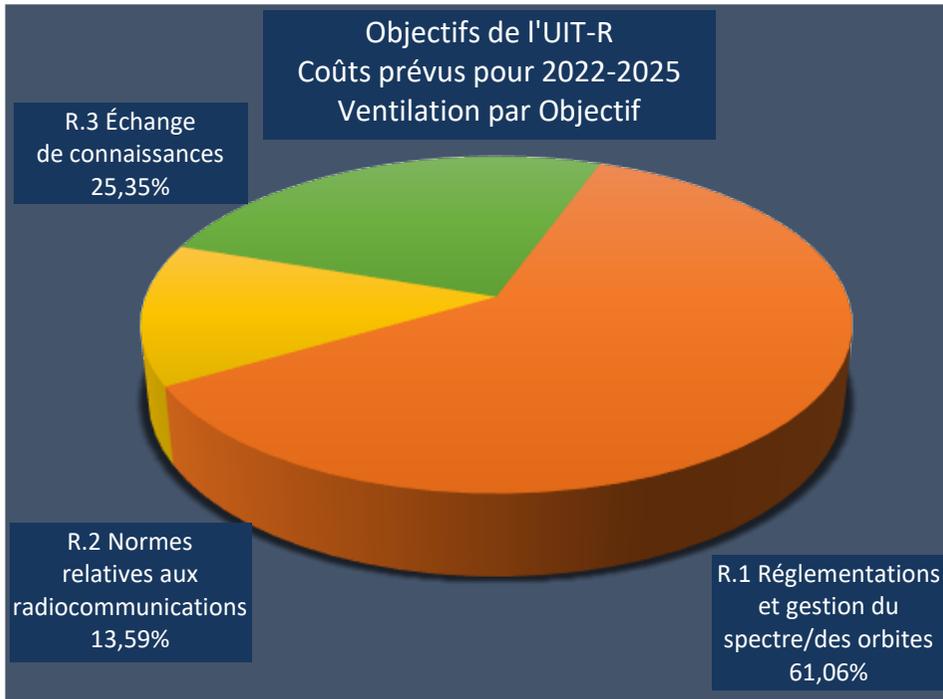
### Objectifs de l'UIT-R Coûts prévus pour 2022-2025 Ventilation par composante de coût

*En milliers CHF*

%

	Charges prévues	Dépenses de documentation	Coûts réimputés aux Bureaux/ Départements	Dépenses de services administratifs centralisés	Dépenses de services d'appui centralisés	Total coûts par Objectif	En % des Objectifs de l'UIT-R	En % de l'UIT
R.1 Réglementation et gestion du spectre/des orbites	4 315	5 067	73 101	24 846	42 770	150 099	61,06%	22,93%
R.2 Normes relatives aux radiocommunications	3 645	4 739	13 005	4 422	7 587	33 398	13,59%	5,10%
R.3 Echange de connaissances	3 551	6 689	27 073	9 200	15 814	62 327	25,35%	9,52%
<b>Total</b>	<b>11 511</b>	<b>16 495</b>	<b>113 179</b>	<b>38 468</b>	<b>66 171</b>	<b>245 824</b>	<b>100,00%</b>	<b>37,55%</b>

Les deux diagrammes ci-dessous montrent les coûts prévus pour 2022-2025 au titre des Objectifs de l'UIT-R, ventilés par Objectif et par composante de coût.



## II.2.1 – R.1 Réglementation et gestion du spectre/des orbites

### Description de l'Objectif

Répondre, de manière rationnelle, équitable, efficace, économique et rapide aux besoins des membres de l'UIT en ce qui concerne les ressources du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites, tout en évitant les brouillages préjudiciables.

L'Objectif R.1 utilise 61,06% des ressources prévues pour les objectifs de l'UIT-R ou 22,93% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	203	452	2 901	481	481	4 315
Dépenses de documentation	897	618	3 328	735	386	5 067
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	17 875	18 436	18 419	18 227	18 019	73 101
Dépenses de services administratifs centralisés	5 696	6 347	6 362	6 109	6 028	24 846
Dépenses de services d'appui centralisés	10 524	10 675	10 679	10 782	10 634	42 770
<b>Coûts intégraux</b>	<b>35 195</b>	<b>36 528</b>	<b>41 689</b>	<b>36 334</b>	<b>35 548</b>	<b>150 099</b>

**Rapport d'activité 2020**

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
<p>Nombre accru de pays ayant des réseaux à satellite et des stations terriennes inscrits dans le Fichier de référence international des fréquences (Fichier de référence).</p>	<p><b>72</b> pays ont des réseaux à satellite inscrits dans le Fichier de référence (70 en 2019).</p> <p><b>82</b> ont des stations terriennes inscrites dans le Fichier de référence (81 en 2019).</p> <p><b>52</b> pays ont demandé l'inscription de réseaux à satellite dans le Fichier de référence au cours de la dernière période quadriennale (certains réseaux à satellite notifiés en 2020 n'ont pas encore été publiés).</p> <p><b>23</b> pays ont demandé l'inscription de stations terriennes dans le Fichier de référence au cours de la dernière période quadriennale (certaines stations terriennes notifiées en 2020 n'ont pas encore été publiées).</p>	<p>Tous les risques liés à l'intégrité et à la sécurité des données ont été correctement maîtrisés grâce à l'application de mesures fortes en matière de sécurité des données.</p> <p>Un niveau de ressources adéquat a été mis à disposition afin de permettre le traitement des notifications de manière satisfaisante et dans les meilleurs délais.</p>
<p>Nombre accru de pays pour lesquels des assignations de fréquence à des services de Terre sont inscrites dans le Fichier de référence.</p>	<p><b>192</b> pays disposent d'assignations de fréquence à des services de Terre inscrites dans le Fichier de référence (192 en 2019).</p> <p><b>93</b> pays ont demandé l'inscription d'assignations de fréquence à des services de Terre dans le Fichier de référence au cours de la dernière période quadriennale (89 en 2019).</p>	
<p>Traitement rapide des fiches de notification relatives aux assignations de fréquence des systèmes à satellites et des systèmes de Terre.</p>	<p>Temps de traitement moyen de <b>0,21</b> mois pour les assignations de fréquence à des systèmes à satellites (0,24 mois en 2019).</p> <p>Temps de traitement moyen de <b>2,5</b> mois pour les assignations de fréquence à des systèmes de Terre (2,9 mois en 2019).</p>	

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
Pourcentage accru de pays ayant mené à bien le passage à la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre.	<b>40%</b> des pays ont mené à bien le passage à la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre (contre 37% en 2019).	
Pourcentage accru de <b>fréquences assignées</b> à des réseaux à satellite et exemptes de <b>brouillage</b> préjudiciable.	<b>99,95%</b> des fréquences assignées à des réseaux à satellite sont exemptes de brouillage préjudiciable (99,95 en 2019).	Promouvoir le renforcement des capacités en matière de réglementation internationale, dans le cadre de séminaires internationaux et régionaux et de toute autre manifestation appropriée.
<b>Le pourcentage d'assignations à des services de Terre inscrites dans le Fichier de référence et exemptes de brouillage préjudiciable est resté inchangé.</b>	<b>99,99%</b> des assignations à des services de Terre inscrites dans le Fichier de référence sont exemptes de brouillage préjudiciable (sur la base du nombre de cas signalés à l'UIT).	Assistance du BR pour l'application de la réglementation internationale. Encourager la coordination aux niveaux régional et sous régional pour résoudre les problèmes de brouillage, avec l'appui du BR. Établir des rapports et diffuser des informations sur les cas de brouillage préjudiciable et aider à résoudre ces cas, conformément aux instructions données au Directeur du Bureau dans la Résolution 186 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Nombre accru de pays ayant des réseaux à satellite et des stations terriennes inscrits dans le Fichier de référence international des fréquences (Fichier de référence).	<p>Nombre de pays ayant des réseaux à satellite inscrits dans le Fichier de référence.</p> <p>Nombre de pays ayant des stations terriennes inscrites dans le Fichier de référence.</p> <p>Nombre de pays pour lesquels des réseaux à satellite ont été inscrits dans le Fichier de référence au cours de la dernière période quadriennale.</p> <p>Nombre de pays pour lesquels des stations terriennes ont été inscrites dans le Fichier de référence au cours de la dernière période quadriennale.</p>	Perte totale ou partielle de l'intégrité des données figurant dans les bases de données de l'UIT-R ou dans les Plans, et perte totale ou partielle des opérations du traitement des fiches de notification entraînant des retards.
Nombre accru de pays pour lesquels des assignations de fréquence à des services de Terre sont inscrites dans le Fichier de référence.	<p>Nombre de pays pour lesquels des assignations de fréquence à des services de Terre sont inscrites dans le Fichier de référence.</p> <p>Nombre de pays pour lesquels des assignations de fréquence à des services de Terre ont été inscrites dans le Fichier de référence au cours de la dernière période quadriennale.</p>	Cas de brouillage préjudiciable.
Traitement, dans les meilleurs délais, des assignations à des services par satellite et à des services de Terre.	<p>Délai moyen de traitement des assignations à des services par satellite (mois).</p> <p>Délai moyen de traitement des assignations à des services de Terre (mois).</p>	
Pourcentage accru de pays ayant mené à bien le passage à la télévision numérique de Terre.	Pourcentage de pays ayant mené à bien le passage à la télévision numérique de Terre.	
Pourcentage accru de fréquences assignées à des réseaux à satellite et exemptes de brouillage préjudiciable.	Pourcentage de fréquences assignées à des réseaux à satellite et exemptes de brouillage préjudiciable.	

<b><i>Résultats</i></b>	<b><i>Indicateurs de résultat</i></b>	<b><i>Indicateurs de risque</i></b>
Pourcentage accru d'assignations à des services de Terre inscrites dans le Fichier de référence et exemptes de brouillage préjudiciable.	Pourcentage d'assignations à des services de Terre inscrites dans le Fichier de référence et exemptes de brouillage préjudiciable (sur la base du nombre de cas signalés à l'UIT).	

## II.2.2 – R.2 Normes relatives aux radiocommunications

### Description de l'Objectif

Assurer la connectivité et l'interopérabilité à l'échelle mondiale, l'amélioration de la qualité de fonctionnement, de la qualité, de l'accessibilité économique et de la rapidité d'exécution du service et une conception générale économique des systèmes dans le domaine des radiocommunications, notamment en élaborant des normes internationales.

L'Objectif R.2 utilise 13,59% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-R ou 5,10% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	147	446	1 631	784	784	3 645
Dépenses de documentation	158	911	1 696	1 072	1 060	4 739
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	3 116	3 246	3 210	3 202	3 347	13 005
Dépenses de services administratifs centralisés	993	1 118	1 109	1 074	1 121	4 422
Dépenses de services d'appui centralisés	1 834	1 879	1 862	1 883	1 963	7 587
<b>Coûts intégraux</b>	<b>6 248</b>	<b>7 600</b>	<b>9 508</b>	<b>8 015</b>	<b>8 275</b>	<b>33 398</b>

**Rapport d'activité 2020**

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
Accès accru au large bande mobile, y compris dans les bandes de fréquences identifiées pour les Télécommunications mobiles internationales (IMT).	<p><b>8,18</b> milliards d'abonnements contre 8,30 en 2019.</p> <p><b>75%</b> d'abonnements au large bande mobile (77% en 2019).</p> <p><b>5,64</b> milliards d'abonnés (5,73 en 2019).</p>	
Diminution du panier des prix du large bande mobile en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitant.	<p><b>Les informations pour 2020 seront disponibles au deuxième trimestre de 2021.</b></p> <p><b>Pour 2019:</b></p> <p>Panier des prix du large bande mobile en pourcentage du RNB par habitant.</p> <p>Monde: 4,3</p> <p>Pays développés: 0,8</p> <p>Pays en développement: 5,5</p> <p>Pays les moins avancés: 12,1</p> <p>Nombre de pays où le panier des prix est inférieur à 5%: 143</p>	
Nombre accru de ménages recevant la télévision numérique de Terre.	<p><b>Les informations pour 2020 seront disponibles en juin 2021.</b></p> <p><b>Pour 2019:</b></p> <p>Nombre de ménages recevant la télévision numérique de Terre (millions): 359</p> <p>Nombre de ménages recevant la télévision analogique de Terre (millions): 106</p> <p>Nombre total de ménages recevant la télévision numérique de Terre ou la télévision analogique de Terre (millions): 465</p> <p>Pourcentage des ménages recevant la télévision numérique de Terre: 17,30%</p>	

<i><b>Résultats obtenus</b></i>	<i><b>Mesure</b></i>	<i><b>Risque</b></i>
	<p>Pourcentage des ménages recevant la télévision analogique de Terre: 5,10%</p> <p>Pourcentage des ménages recevant la télévision de Terre: 22,40%</p>	
<p>Nombre accru de répéteurs de satellite (équivalent 36 MHz) en service et capacité correspondante (Tbit/s); nombre de microstations, nombre de ménages recevant la télévision par satellite.</p>	<p><b>33 963</b> répéteurs de satellite (équivalent 36 MHz) en service (31 206 en 2019).</p> <p><b>3 250</b> Tbit/s (capacité correspondante) (2.866 en 2019).</p> <p><b>4,143</b> microstations (en millions) (4,236 en 2019).</p> <p><b>440</b> systèmes DTH (en millions) (2019).</p>	
<p>Nombre accru de dispositifs pouvant recevoir les signaux du service de radionavigation par satellite</p>	<p><b>6/612</b> constellations/satellites GNSS opérationnels (le nombre de satellites peut comprendre plusieurs fois le même satellite opérationnel, dans la mesure où plusieurs réseaux à satellite peuvent appuyer l'exploitation d'un satellite) (Les chiffres de 6/612 sont les chiffres révisés pour 2019).</p> <p><b>6,4</b> milliards de dispositifs munis d'un récepteur GNSS intégré (2019).</p>	
<p>Nombre accru de satellites d'exploration de la Terre en service, et nombre correspondant de pays utilisant des satellites d'exploration de la Terre.</p>	<p><b>207/53/3410</b> satellites d'exploration de la Terre (systèmes OSG/non OSG/tous les satellites) contre 203/53/3378 en 2019 (chiffres révisés).</p> <p><b>37</b> pays utilisent des satellites d'exploration de la Terre, contre 35 en 2019.</p>	

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Accès accru au large bande mobile, y compris dans les bandes de fréquences identifiées pour les Télécommunications mobiles internationales (IMT) et utilisation accrue du large bande mobile.	Nombre d'abonnements (milliards). Pourcentage d'abonnements au large bande mobile.	
Diminution du panier des prix du large bande mobile en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitant.	Panier des prix du large bande mobile en pourcentage du RNB par habitant (sur téléphone à prépaiement (500 Mo)). Monde; Pays développés; Pays en développement; Pays les moins avancés. Nombre de pays où le panier des prix est inférieur à 5%.	
Nombre accru de ménages recevant la télévision numérique de Terre.	Nombre de ménages recevant la télévision numérique de Terre (millions). Nombre de ménages recevant la télévision analogique de Terre (millions). Nombre de ménages recevant la télévision numérique de Terre ou la télévision analogique de Terre (millions). Pourcentage des ménages recevant la télévision numérique de Terre, la télévision analogique de Terre et la télévision de Terre.	
Nombre accru de répéteurs de satellite (équivalent 36 MHz) en service et capacité correspondante (Tbit/s); nombre de microstations, nombre de ménages recevant la télévision par satellite.	Nombre de répéteurs de satellites (équivalent 36 MHz) en service. Capacité correspondante (en Tbit/s). Nombre de microstations (millions). Nombre de systèmes DTH (millions).	
Nombre accru de dispositifs pouvant recevoir les signaux du service de radionavigation par satellite.	Nombre de constellations/satellites GNSS opérationnels (le nombre de satellites peut inclure plusieurs fois le même satellite opérationnel étant donné que plusieurs réseaux à satellite peuvent prendre en charge le fonctionnement d'un satellite réel).	

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
	Nombre de dispositifs munis d'un récepteur GNSS intégré (milliards).	
Nombre accru de satellites d'exploration de la Terre en service et nombre correspondant de pays exploitant des satellites d'exploration de la Terre.	<p>Nombre de satellites d'exploration de la Terre (OSG/systèmes non OSG/tous les satellites).</p> <p>Nombre de pays exploitant des satellites d'exploration de la Terre.</p>	

## II.2.3 – R.3 Échange de connaissances

### Description de l'Objectif

Encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire dans le domaine des radiocommunications.

L'Objectif R.3 utilise 25,35% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-R ou 9,52% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	257	738	738	1 105	970	3 551
Dépenses de documentation	1 172	1 303	1 070	2 151	2 165	6 689
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	6 745	6 506	6 480	6 983	7 104	27 073
Dépenses de services administratifs centralisés	2 146	2 245	2 243	2 338	2 374	9 200
Dépenses de services d'appui centralisés	3 962	3 776	3 765	4 106	4 167	15 814
<b>Coûts intégraux</b>	<b>14 282</b>	<b>14 568</b>	<b>14 296</b>	<b>16 683</b>	<b>16 780</b>	<b>62 327</b>

### Rapport d'activité 2020

Résultats obtenus	Mesure	Risque
Augmentation du niveau de connaissances et de savoir-faire en ce qui concerne le Règlement des radiocommunications, les Règles de procédure, les accords régionaux, les recommandations et les bonnes pratiques en matière d'utilisation du spectre.	<b>2,09</b> millions de téléchargements de publications de l'UIT-R accessibles en ligne gratuitement contre 1,75 en 2019 (chiffre révisé).  Au total, <b>11</b> manifestations et <b>3443</b> participants aux séminaires, ateliers et manifestations sur le renforcement des capacités de l'UIT (séminaires mondiaux et régionaux, ainsi que colloques) organisés par le BR (5 manifestations et 634 participants en 2019).	La pandémie mondiale a rendu ces activités plus complexes.

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
	<b>31</b> activités d'assistance technique fournies pour les services de Terre, <b>81</b> pays bénéficiaires et <b>126</b> jours consacrés à ces activités.	
Niveau de participation pertinente, en particulier des pays en développement, aux activités de l'UIT-R (y compris par la participation à distance).	Au total, <b>45</b> manifestations et <b>9 720</b> participants aux conférences et aux assemblées de l'UIT-R, ainsi qu'aux réunions connexes des Commissions d'études de l'UIT-R (38 manifestations et 9 679 participants en 2019).	

***Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque***

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Renforcement des connaissances et du savoir-faire en ce qui concerne le Règlement des radiocommunications, les Règles de procédure, les accords régionaux, les recommandations et les bonnes pratiques en matière d'utilisation du spectre.	<p>Nombre de téléchargements de publications de l'UIT-R accessibles en ligne gratuitement (millions).</p> <p>Nombre total de manifestations/participants aux séminaires, ateliers et manifestations sur le renforcement des capacités de l'UIT (séminaires mondiaux et régionaux, ainsi que colloques) organisés par le BR.</p> <p>Nombre d'activités d'assistance technique fournies pour les services de Terre, de pays bénéficiaires et de jours consacrés à ces activités.</p>	<p>Manque de formateurs qualifiés et qualité insuffisante des formations.</p> <p>Manque d'engagement de la part des partenaires.</p> <p>Manque de capacités (y compris de ressources humaines) pour organiser un nombre suffisant de séminaires, d'ateliers et de manifestations sur le renforcement des capacités, à l'étranger.</p>
Renforcement de la participation, en particulier des pays en développement, aux activités de l'UIT-R (y compris par la participation à distance).	Nombre total de manifestations/participants aux conférences et aux assemblées de l'UIT-R, ainsi qu'aux réunions connexes des Commissions d'études de l'UIT-R.	Manque de capacités pour organiser les conférences et les assemblées de l'UIT-R, ainsi que les réunions connexes des Commissions d'études de l'UIT-R, à l'étranger ou à Genève.

## II.3 Objectifs du Secteur de la normalisation des télécommunications

Cinq Objectifs du Secteur de la normalisation des télécommunications sont prévus pour la période 2022-2025, représentant 16,72% du total des ressources prévues de l'Union pour cette période.

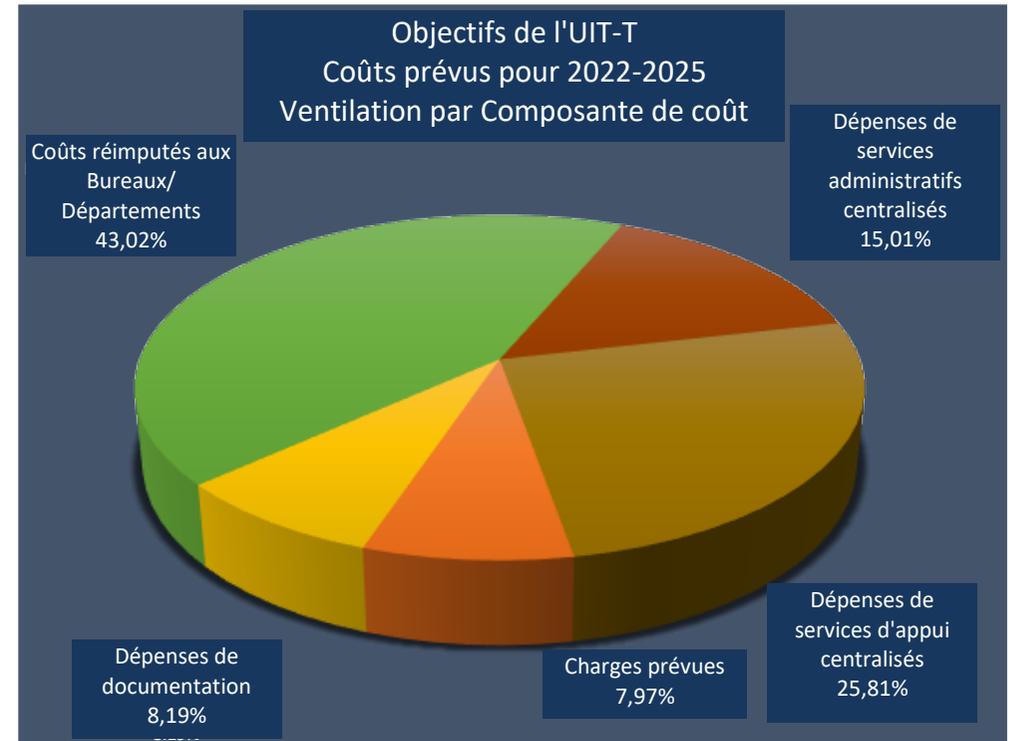
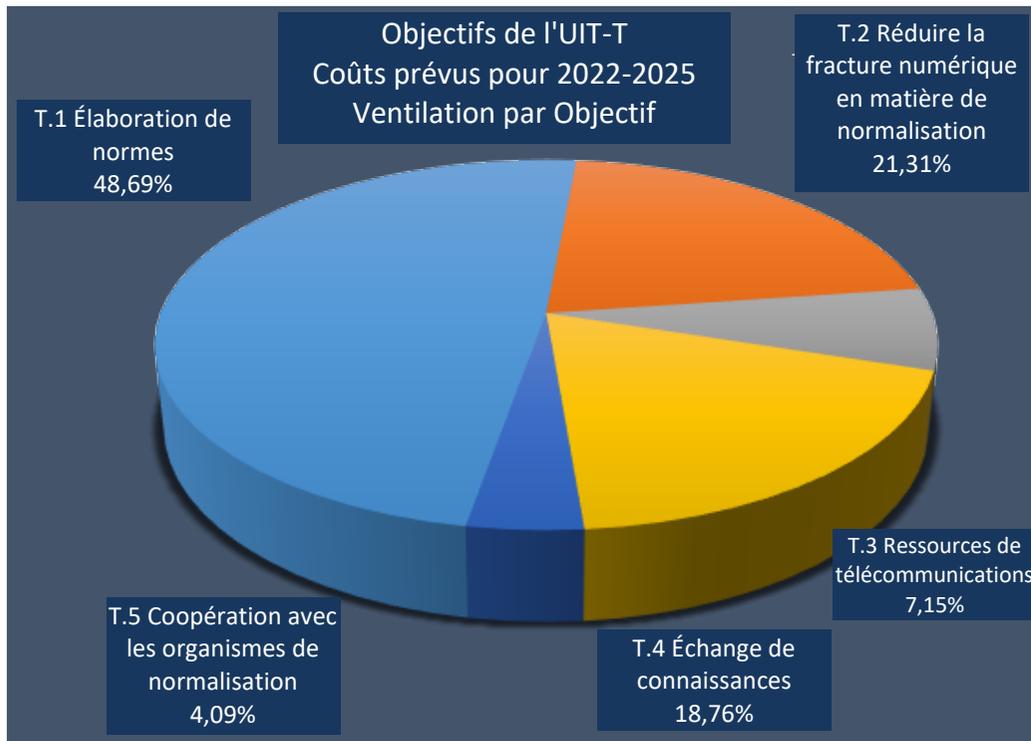
### Objectifs de l'UIT-T Coûts prévus pour 2022-2025 Ventilation par composante de coût

En milliers CHF

%

	Charges prévues	Dépenses de documentation	Coûts réimputés aux Bureaux/ Départements	Dépenses de services administratifs centralisés	Dépenses de services d'appui centralisés	Total coûts par Objectif	En % des Objectifs de l'UIT-T	En % de l'UIT
T.1 Élaboration de normes	6 147	6 297	20 954	7 327	12 570	53 295	48,69%	8,14%
T.2 Réduire la fracture numérique en matière de normalisation	1 780	200	10 951	3 823	6 578	23 332	21,31%	3,56%
T.3 Ressources de télécommunications	0	0	4 008	1 403	2 412	7 823	7,15%	1,19%
T.4 Échange de connaissances	800	2 464	8 883	3 082	5 312	20 541	18,76%	3,14%
T.5 Coopération avec les organismes de normalisation	0	0	2 294	800	1 381	4 475	4,09%	0,68%
<b>Total</b>	<b>8 727</b>	<b>8 961</b>	<b>47 090</b>	<b>16 435</b>	<b>28 253</b>	<b>109 466</b>	<b>100,00%</b>	<b>16,72%</b>

Les deux diagrammes ci-dessous montrent les coûts prévus pour 2022-2025 au titre des Objectifs de l'UIT-T, ventilés par Objectif et par composante de coût.



## II.3.1 – T.1 Élaboration de normes

### *Description de l'Objectif*

Élaborer dans les meilleurs délais des normes internationales sur les télécommunications/TIC non discriminatoires (Recommandations UIT-T) et promouvoir l'interopérabilité et l'amélioration de la qualité de fonctionnement des équipements, des réseaux, des services et des applications.

L'Objectif T.1 utilise 48,69% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-T ou 8,14% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### *Récapitulatif de l'imputation des coûts*

*En milliers CHF*

	<b>Coûts effectifs 2020</b>	<b>Coûts prévus 2022</b>	<b>Coûts prévus 2023</b>	<b>Coûts prévus 2024</b>	<b>Coûts prévus 2025</b>	<b>Total 2022-2025</b>
Charges prévues	1 026	1 860	1 161	2 050	1 076	6 147
Dépenses de documentation	1 723	2 234	673	2 599	791	6 297
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	5 523	5 428	5 103	5 473	4 950	20 954
Dépenses de services administratifs centralisés	1 756	1 932	1 816	1 879	1 700	7 327
Dépenses de services d'appui centralisés	3 245	3 249	3 049	3 285	2 987	12 570
<b>Coûts intégraux</b>	<b>13 273</b>	<b>14 703</b>	<b>11 802</b>	<b>15 286</b>	<b>11 504</b>	<b>53 295</b>

**Rapport d'activité 2020**

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
Utilisation importante des Recommandations UIT-T.	5 285 participants aux travaux des commissions d'études (y compris les groupes régionaux) (+ 38% par rapport à 2019). 3 866 639 téléchargements de Recommandations UIT-T.	Tous les risques potentiels ont été maîtrisés. Progression du public et bonne réponse à la demande.
Conformité avérée aux Recommandations UIT-T.	139 Recommandations décrivant des spécifications de test.	Les systèmes et le personnel a répondu aux exigences et au niveau de la demande.
Nombre élevé de nouveaux domaines de travail (nouveaux thèmes de travail et nouvelles Questions).	Nombre de nouvelles Questions: 1. Nombre de nouveaux thèmes de travail: 432.	Voir ci-dessus.

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
Utilisation accrue des Recommandations UIT-T.	Nombre de visites sur le site web de l'UIT-T. Nombre de participants aux travaux des commissions d'études (y compris les groupes régionaux). Nombre de téléchargements de Recommandations UIT-T.	Difficulté croissante de nouer un dialogue avec le public (nouveaux acteurs, nombreuses organisations concurrentes cherchant à attirer l'attention du public). Manque de polyvalence, de souplesse et de préparation du personnel pour s'adapter à l'évolution des besoins.
Amélioration de la conformité aux Recommandations UIT-T.	Nombre de séries de test. Nombre d'entrées dans la base de données sur la conformité. Nombre de Recommandations décrivant des spécifications de test.	

<b><i>Résultats</i></b>	<b><i>Indicateurs de résultat</i></b>	<b><i>Indicateurs de risque</i></b>
Amélioration des normes applicables aux nouvelles technologies et aux nouveaux services.	Nombre de nouveaux domaines d'étude (Questions confiées aux commissions d'études, thèmes de travail et normes correspondantes, au sein de l'UIT-T ou en collaboration avec d'autres groupes).	

## II.3.2 – T.2 Réduire l'écart en matière de normalisation

### *Description de l'Objectif*

Encourager la participation active des membres, en particulier ceux des pays en développement, à la définition et à l'adoption de normes internationales sur les télécommunications/TIC non discriminatoires (Recommandations UIT-T) en vue de réduire l'écart en matière de normalisation.

L'Objectif T.2 utilise 21,31% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-T ou 3,56% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### *Récapitulatif de l'imputation des coûts*

*En milliers CHF*

	<b>Coûts effectifs 2020</b>	<b>Coûts prévus 2022</b>	<b>Coûts prévus 2023</b>	<b>Coûts prévus 2024</b>	<b>Coûts prévus 2025</b>	<b>Total 2022-2025</b>
Charges prévues	170	370	370	520	520	1 780
Dépenses de documentation	6	40	38	61	61	200
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	2 609	2 574	2 880	2 609	2 888	10 951
Dépenses de services administratifs centralisés	827	916	1 025	893	989	3 823
Dépenses de services d'appui centralisés	1 529	1 541	1 721	1 574	1 742	6 578
<b>Coûts intégraux</b>	<b>5 141</b>	<b>5 441</b>	<b>6 034</b>	<b>5 657</b>	<b>6 200</b>	<b>23 332</b>

**Rapport d'activité 2020**

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
La participation aux travaux de normalisation de l'UIT-T a nettement augmenté en termes de nombre de réunions physiques et de réunions électroniques, ainsi que de nombre de participants.	106 réunions (réunions de CE, GT, groupes régionaux et ateliers). 477 réunions de Groupes du Rapporteur, augmentation de 103% par rapport à 2019. 5 298 réunions électroniques, +182% par rapport à 2019. 77 735 participants, +620% par rapport à 2019.	Compte tenu de la crise liée au COVID-19, il est nettement plus difficile de poursuivre cet objectif. Néanmoins, les risques ont été correctement maîtrisés. Des moyens et un appui par voie électronique ont été fournis pour toutes les réunions et la participation ainsi que le niveau d'engagement de toutes les parties prenantes ont été satisfaisants.

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Participation accrue, en particulier des pays en développement, aux travaux de normalisation de l'UIT-T, notamment en ce qui concerne la participation aux réunions, la soumission de contributions, l'exercice de fonctions à des postes à responsabilité, et l'organisation de réunions ou d'ateliers.	Nombre de réunions des CE, des GT, des groupes régionaux et d'ateliers tenus (à Genève et en dehors de Genève). Nombre de réunions de Groupes du Rapporteur et nombre de participants. Nombre de réunions électroniques et nombre de participants. Nombre de contributions soumises par les participants des PMA, des pays en développement et des pays développés (séparément). Pourcentage de postes de direction (président/vice-président de commission d'études, président de Groupe du Rapporteur, éditeur) occupés par des participants des pays en développement et des PMA.	Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays. Insuffisance des ressources humaines et financières.

<b><i>Résultats</i></b>	<b><i>Indicateurs de résultat</i></b>	<b><i>Indicateurs de risque</i></b>
Augmentation du nombre de membres de l'UIT-T, notamment de Membres de Secteur, d'Associés et d'établissements universitaires.	Nombre de Membres de Secteur, d'Associés et d'établissements universitaires venant de pays développés et de pays en développement (séparément).	

### II.3.3 – T.3 Ressources de télécommunications

#### *Description de l'Objectif*

Garantir l'attribution et la gestion efficaces des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux procédures et Recommandations de l'UIT-T.

L'Objectif T.3 utilise 7,15% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-T ou 1,19% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

#### *Récapitulatif de l'imputation des coûts*

*En milliers CHF*

	<b>Coûts effectifs 2020</b>	<b>Coûts prévus 2022</b>	<b>Coûts prévus 2023</b>	<b>Coûts prévus 2024</b>	<b>Coûts prévus 2025</b>	<b>Total 2022-2025</b>
Charges prévues		0	0	0	0	0
Dépenses de documentation	1	0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	956	1 012	1 065	945	986	4 008
Dépenses de services administratifs centralisés	304	360	379	325	339	1 403
Dépenses de services d'appui centralisés	562	605	636	573	598	2 412
<b>Coûts intégraux</b>	<b>1 823</b>	<b>1 977</b>	<b>2 080</b>	<b>1 843</b>	<b>1 923</b>	<b>7 823</b>

**Rapport d'activité 2020**

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
Attributions des ressources de numérotage utilisées dans les télécommunications internationales traitées rapidement conformément aux recommandations pertinentes.	Temps moyen de traitement des 382 demandes de ressources de numérotage utilisées dans les télécommunications internationales traitées en 2020 par rapport à celui pour les 416 demandes traitées en 2019.	Ressources suffisantes pour mener à bien les attributions dans les délais fixés.

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
Attribution rapide et correcte des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux recommandations pertinentes.	Nombre de tâches effectuées dans un délai donné.	Insuffisance des ressources humaines et financières.

## II.3.4 – T.4 Échange de connaissances

### Description de l'Objectif

Encourager la sensibilisation ainsi que l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire concernant les activités de normalisation à l'UIT-T.

L'Objectif T.4 utilise 18,76% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-T ou 3,14% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	189	200	200	200	200	800
Dépenses de documentation	508	569	580	651	664	2 464
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	2 061	1 823	2 107	2 393	2 560	8 883
Dépenses de services administratifs centralisés	652	648	750	813	871	3 082
Dépenses de services d'appui centralisés	1 198	1 090	1 260	1 431	1 531	5 312
<b>Coûts intégraux</b>	<b>4 608</b>	<b>4 330</b>	<b>4 897</b>	<b>5 488</b>	<b>5 826</b>	<b>20 541</b>

### Rapport d'activité 2020

Résultats obtenus	Mesure	Risque
Voir T.1 et T.2 ci-dessus.		La crise sanitaire a rendu plus difficile l'organisation des manifestations, qui ont été remplacées par des réunions virtuelles.

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Renforcement des connaissances relatives aux normes UIT-T et aux bonnes pratiques concernant leur mise en œuvre.	Nombre de visites sur le site web de l'UIT-T; nombre de participants aux travaux des commissions d'études (y compris les groupes régionaux); nombre de téléchargements de Recommandations UIT-T.	Manque de formateurs qualifiés et qualité insuffisante des formations. Manque d'engagement de la part des partenaires.
Renforcement de la participation aux activités de normalisation de l'UIT-T et prise de conscience accrue de l'importance des normes UIT-T.	Voir ci-dessus.	Impossibilité physique d'organiser de grandes manifestations à l'étranger ou à Genève.
Visibilité accrue du Secteur.	<p>Nombre de réunions des CE, des GT, des groupes régionaux et d'ateliers tenus (à Genève et en dehors de Genève).</p> <p>Nombre de réunions de Groupes du Rapporteur et nombre de participants; nombre de réunions électroniques et nombre de participants.</p> <p>Nombre de contributions soumises par les participants des PMA, des pays en développement et des pays développés (séparément).</p> <p>Pourcentage de postes de direction (président/vice-président de commission d'études, président de Groupe du Rapporteur, éditeur) occupés par des participants des pays en développement et des PMA.</p>	

## II.3.5 – T.5 Coopération avec les organismes de normalisation

### Description de l'Objectif

Élargir et faciliter la coopération avec les organismes internationaux, régionaux et nationaux de normalisation.

L'Objectif T.5 utilise 4,09% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-T ou 0,68% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues		0	0	0	0	0
Dépenses de documentation		0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	541	552	569	569	604	2 294
Dépenses de services administratifs centralisés	172	196	202	195	207	800
Dépenses de services d'appui centralisés	317	330	340	353	366	1 381
<b>Coûts intégraux</b>	<b>1 030</b>	<b>1 078</b>	<b>1 111</b>	<b>1 109</b>	<b>1 177</b>	<b>4 475</b>

### Rapport d'activité 2020

Résultats obtenus	Mesure	Risque
La plupart des résultats étaient presque conformes aux attentes définies.	14 réunions/ateliers conjoints; 1 142 notes de liaison reçues et 1 539 notes de liaison envoyées; 35 organisations habilitées conformément à la Recommandation UIT-T A.4, 52 organisations habilitées conformément à la Recommandation UIT-T A.5 et 18 organisations habilitées conformément à la Recommandation UIT-T A.6.	Tous les risques ont été correctement maîtrisés.

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Renforcement de la communication avec d'autres organismes de normalisation.	Nombre de réunions/ateliers organisés ou accueillis conjointement avec d'autres organisations. Nombre de notes de liaison.	Difficulté croissante de nouer un dialogue avec le public (nouveaux acteurs, nombreuses organisations concurrentes cherchant à attirer l'attention du public).
Diminution du nombre de normes incompatibles entre elles.	Nombre de normes élaborées conjointement avec d'autres organisations.	Difficultés à valoriser et conserver les talents.
Nombre accru de mémorandums d'accord/d'accords de collaboration conclus avec d'autres organisations.	Nombre d'accords conclus avec d'autres organisations.	Cadre institutionnel obsolète.
Nombre accru d'organisations habilitées conformément aux Recommandations UIT-T A.4, A.5 et A.6.	Nombre d'organisations habilitées conformément aux Recommandations UIT-T A.4/5/6.	
Nombre accru d'ateliers ou de réunions organisés conjointement avec d'autres organisations.	Voir ci-dessus.	

## II.4 Objectifs du Secteur du développement des télécommunications

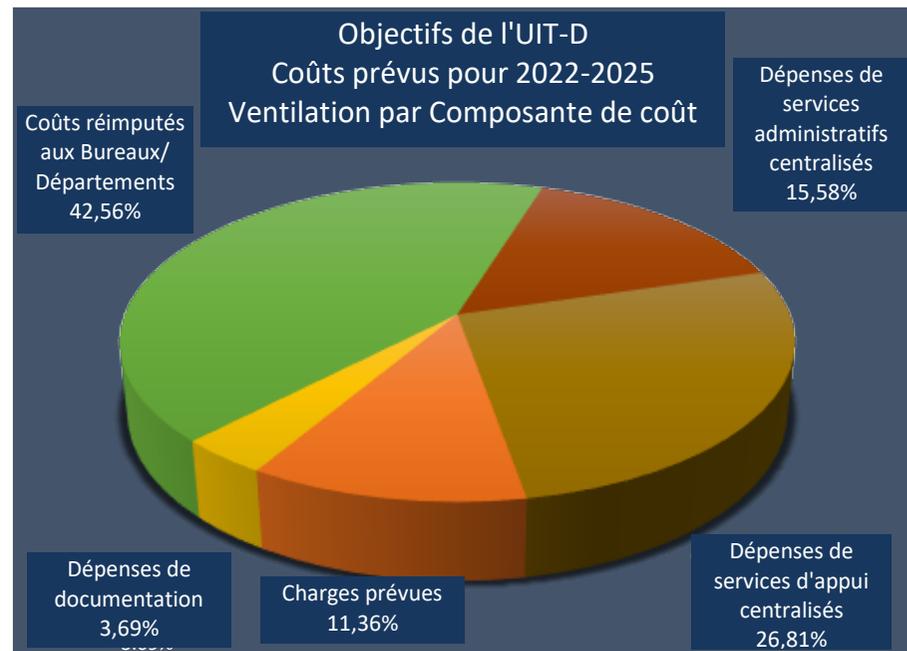
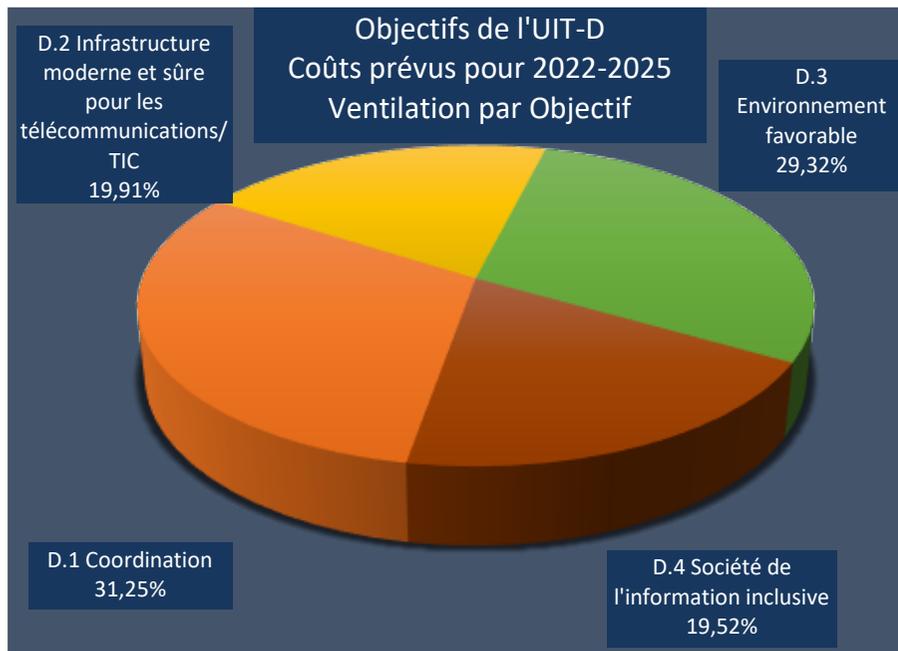
Quatre Objectifs du Secteur du développement des télécommunications sont prévus pour la période 2022-2025, représentant 34,08% du total des ressources prévues de l'Union pour cette période.

### Objectifs de l'UIT-D Coûts prévus pour 2022-2025 Ventilation par composante de coût

*En milliers CHF* %

	Charges prévues	Dépenses de documentation	Coûts réimputés aux Bureaux/ Départements	Dépenses de services administratifs centralisés	Dépenses de services d'appui centralisés	Total coûts par Objectif	En % des Objectifs de l'UIT-D	En % de l'UIT
D.1 Coordination	4 831	8 242	28 368	10 386	17 902	69 729	31,25%	10,65%
D.2 Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC	6 112	0	19 205	7 027	12 083	44 427	19,91%	6,79%
D.3 Environnement favorable	8 942	0	28 293	10 365	17 818	65 418	29,32%	9,99%
D.4 Société de l'information inclusive	5 452	0	19 096	6 993	12 019	43 560	19,52%	6,65%
<b>Total</b>	<b>25 337</b>	<b>8 242</b>	<b>94 962</b>	<b>34 771</b>	<b>59 822</b>	<b>223 134</b>	<b>100,00%</b>	<b>34,08%</b>

Les deux diagrammes ci-dessous montrent les coûts prévus pour 2022-2025 au titre des Objectifs de l'UIT-D, ventilés par Objectif et par composante de coût.



## II.4.1 – D.1 Coordination

### Description de l'Objectif

Promouvoir la coopération et la conclusion d'accords à l'échelle internationale concernant les questions de développement des télécommunications/TIC.

L'Objectif D.1 utilise 31,25% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-D ou 10,65% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	997	979	950	870	2 032	4 831
Dépenses de documentation	1 892	1 471	1 388	1 901	3 482	8 242
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	7 017	6 097	6 162	7 288	8 821	28 368
Dépenses de services administratifs centralisés	2 433	2 230	2 270	2 660	3 226	10 386
Dépenses de services d'appui centralisés	4 492	3 751	3 812	4 681	5 658	17 902
<b>Coûts intégraux</b>	<b>16 831</b>	<b>14 528</b>	<b>14 582</b>	<b>17 400</b>	<b>23 219</b>	<b>69 729</b>

**Rapport d'activité 2020**

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
<p>Bon niveau de mise en œuvre du Plan d'action de la CMDT et du Plan d'action du SMSI.</p>	<p>Afin de veiller à ce que le BDT travaille de la manière la plus efficace possible avec des résultats concrets et mesurables produisant des effets, le Bureau a amélioré son approche de gestion axée sur les résultats pour la planification et l'exécution des projets et a élaboré une théorie du changement pour chaque priorité thématique du BDT. En outre, le BDT a élaboré un nouveau Manuel relatif à la gestion de projet, qui vise à renforcer les pratiques et la gouvernance en la matière dans l'ensemble du portefeuille de projets de l'UIT. Le BDT a apporté sa contribution dans le cadre des questions thématiques, des sessions de haut niveau et des ateliers régionaux et a organisé une série de réunions de coordination sur les grandes orientations du SMSI, en particulier sur les orientations C2, C4 et C6. La collaboration avec les Commissions d'études de l'UIT a également été renforcée dans le cadre du processus du SMSI.</p>	<p>Tous les risques, y compris ceux découlant de la crise liée au COVID-19, ont été maîtrisés. Public nombreux et ressources humaines et financières suffisantes pour répondre aux besoins.</p>
<p>Contribution pertinente au renforcement de l'échange de connaissances, du dialogue et des partenariats entre les membres de l'UIT concernant les questions de télécommunication/TIC.</p>	<p>Le BDT a organisé les réunions des deux commissions d'études et de leurs Groupes du Rapporteur, ainsi qu'une série de neuf webinaires intitulés "Réflexions sur le COVID-19". Plusieurs activités de partenariat ont été menées avec Cisco, Deloitte Risk Advisory – Italie, l'OFCOM, l'Organisation des femmes arabes, NBTC/Thaïlande, le programme INPUT, la FAO, etc. Un grand nombre de plates-formes, d'ateliers et de manifestations ont été mis à disposition ou organisés, afin de renforcer les échanges de connaissances entre les membres, aux niveaux national, régional et mondial.</p>	<p>Les travaux des commissions d'études sur la gestion axée sur les résultats ont mis en évidence les risques suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation insuffisante des partenaires internes et/ou de la direction des commissions d'études pour mettre à disposition et promouvoir les produits des commissions d'études.</li> <li>- Incompatibilité avec le public au niveau de l'accès et/ou des produits de sensibilisation (par exemple connectivité, langue, accessibilité).</li> </ul>

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
		Le bon appui apporté par les parties prenantes a aidé à maîtriser les risques possibles.
Mise en œuvre de projets de développement des télécommunications/TIC et d'initiatives régionales.	25 accords concernant de nouveaux projets ont été signés en 2020. Au moment où nous rédigeons le présent rapport, 73 projets étaient en cours, dont beaucoup contribuent à la mise en œuvre d'initiatives régionales définies par la CMDT-17	

***Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque***

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
Examen plus approfondi et meilleure adhésion au projet de contribution de l'UIT-D au projet de plan stratégique de l'UIT, à la Déclaration de la CMDT et au Plan d'action de la CMDT.	Niveau de compréhension et d'adhésion des Membres en ce qui concerne les objectifs et les produits de l'UIT-D. Déclaration approuvée – Niveau d'appui/d'adhésion.	Difficulté croissante de nouer un dialogue avec le public (nouveaux acteurs, nombreuses organisations concurrentes cherchant à attirer l'attention du public).
Évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action de la CMDT et du Plan d'action du SMSI.	Indicateurs de coopération régionale – Niveau de consensus.	Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays.
Renforcement de l'échange de connaissances, du dialogue et des partenariats entre les membres de l'UIT concernant les questions de télécommunication/TIC.	Pourcentage de régions/pays traités dans les rapports finals; Nombre de lignes directrices publiées; Nombre de produits annuels (rapports) par an, Pourcentage de produits annuels élaborés, en lien avec les priorités thématiques Nombre annuel de webinaires et d'ateliers organisés qui alimentent les rapports finals et les produits annuels; Nombre de contributions qui alimentent les rapports finals au GCDT et à la CMDT.	Insuffisance des ressources humaines et financières. Risques propres aux commissions d'études – Manque de mobilisation des partenaires internes et/ou de la direction des commissions d'études. – Résultats non approuvés. – Manque de savoir-faire et/ou de contributions.

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
		– Manque d'engagement de la part des membres.
Renforcement du processus et de la mise en œuvre de projets de développement des télécommunications/TIC et d'initiatives régionales.	<p>Utilisation accrue des outils électroniques pour faire progresser les travaux menés au titre des programmes de travail des commissions d'études.</p> <p>Nombre de partenariats signés et volume de ressources mobilisées.</p> <p>Nombre de projets de développement et de projets se rapportant à des initiatives régionales mis en œuvre par région.</p> <p>Nombre d'États Membres ayant bénéficié d'une assistance du BDT pour la mise en œuvre de projets se rapportant à des initiatives régionales.</p>	
Faciliter la conclusion d'accords de coopération concernant des programmes de développement des télécommunications/TIC entre les États Membres, ainsi qu'entre les États Membres et d'autres parties prenantes de l'écosystème des TIC, sur la base des demandes formulées par les États Membres concernés de l'UIT.	<p>Nombre de partenariats signés et ressources mobilisées.</p> <p>Nombre de demandes soumises par des administrations à l'UIT dans le but de faciliter la conclusion d'accords.</p> <p>Nombre d'accords dont la conclusion a été facilitée par l'UIT.</p>	

## II.4.2 – D.2 Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC

### Description de l'Objectif

Promouvoir le développement d'infrastructures et de services, et notamment instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC.

L'Objectif D.2 utilise 19,91% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-D ou 6,79% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	2 258	1 100	1 100	2 556	1 356	6 112
Dépenses de documentation		0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	5 014	4 924	4 727	5 172	4 382	19 205
Dépenses de services administratifs centralisés	1 735	1 801	1 742	1 886	1 598	7 027
Dépenses de services d'appui centralisés	3 205	3 029	2 925	3 314	2 815	12 083
<b>Coûts intégraux</b>	<b>12 212</b>	<b>10 854</b>	<b>10 494</b>	<b>12 928</b>	<b>10 151</b>	<b>44 427</b>

**Rapport d'activité 2020**

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
<p>Appui considérable visant à améliorer la capacité des membres de l'UIT afin de fournir un accès à une infrastructure et à des services de télécommunication/TIC résilients.</p>	<p>Un appui considérable a été fourni afin d'améliorer les capacités des membres de l'UIT, notamment au moyen d'une formation sur les infrastructures de télécommunication/TIC modernes, d'une certification concernant les systèmes IoT; l'Industrie 4.0; le protocole IPv6 sur les réseaux 5G et le passage du protocole IPv4 au protocole IPv6 (plus de 240 ingénieurs et professionnels ont reçu une formation et une certification), d'une formation relative à la planification opérationnelle de l'infrastructure TIC aux fins de l'expansion du réseau (17 participants ayant reçu une certification), et de la publication de Lignes directrices sur les solutions d'alimentation durables et innovantes pour la connectivité large bande en zone rurale.</p> <p>La connectivité a été améliorée grâce au projet sur la connectivité Internet hertzienne large bande en Afrique (achevé à la fin de 2020), dans le cadre duquel 553 institutions ont bénéficié d'un raccordement à l'Internet large bande (écoles, hôpitaux et ministères). Une connexion à l'Internet large bande a été déployée dans 20 sites.</p> <p>Meilleure connaissance des écarts en matière de connectivité et de la disponibilité de l'infrastructure TIC au sein des communautés grâce aux cartes de l'UIT sur le large bande, faisant état de 16 000 kilomètres de réseau dorsal mis à disposition par 548 opérateurs, ainsi que des principales couches de l'infrastructure TIC.</p> <p>Amélioration de l'applicabilité des cadres de conformité et d'interopérabilité grâce à des contenus, des formations (15 participants) et une assistance directe fournis en Afrique. Mise à jour de la base de données sur les cadres nationaux relatifs à la conformité et l'interopérabilité.</p>	<p>Les risques ont été correctement maîtrisés. Le niveau d'engagement de la part des parties prenantes et des partenaires était adapté.</p>

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
<p>Renforcement de la capacité des États Membres d'échanger efficacement des informations, de trouver des solutions et de lutter contre les menaces en matière de cybersécurité ainsi que d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies et des capacités au niveau national, y compris par le biais du renforcement des capacités, en encourageant la coopération aux niveaux national, régional et international en vue d'une participation accrue entre les États Membres et les acteurs concernés.</p>	<p>Renforcement des capacités au moyen de formations dispensées dans le cadre du Programme de Centres d'excellence de l'UIT dans des domaines très variés tels que la cybersécurité, l'IoT, les politiques et la réglementation, mais aussi de l'élaboration de supports de formation relatifs aux stratégies nationales en matière de cybersécurité, d'une assistance fournie aux pays en vue de l'élaboration ou de l'examen des stratégies nationales en matière de cybersécurité, de l'organisation d'une série de cyberexercices à l'échelle mondiale (6 dialogues régionaux, 3 webinaires mondiaux, 6 sessions de formation et 6 exercices fondés sur des scénarios, lesquels ont réuni plus de 1 000 participants issus des 6 régions de l'UIT), ainsi que d'une activité au niveau sous-régional, à savoir un cyberexercice national.</p> <p>Renforcement des capacités en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et des moyens nationaux, grâce à la publication de la version actualisée de la deuxième édition du Guide sur les stratégies nationales de cybersécurité, au lancement de la quatrième édition de l'indice GCI, à l'exécution de plus de 20 projets liés aux équipes CIRT, à la mise en œuvre de 2 projets sur les équipes CIRT, à la réalisation d'exercices d'évaluation de l'état de préparation des équipes CIRT et au renforcement d'une équipe CIRT nationale.</p> <p>Afin de résoudre les problèmes liés à la cybersécurité durant les premiers mois de la pandémie de COVID-19 en 2020, la plate-forme de sécurité BitShight a été utilisée afin de disposer d'informations quasiment en temps réel sur les activités malveillantes à l'encontre des services nationaux de santé et d'autres infrastructures visant à lutter contre le COVID-19, dans le cadre de 23 vecteurs de menaces en matière de cybersécurité.</p> <p>La participation a été renforcée au moyen du lancement du programme "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité", du lancement de la mascotte de l'UIT pour la Protection en ligne des enfants, baptisée Sangophone, et de la publication des Lignes directrices de 2020 sur la Protection en ligne des enfants (COP).</p>	<p>La pandémie de COVID-19 constituait le principal risque dans le cadre de la mise en œuvre. Les risques ont été traités.</p>

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
<p>Fourniture d'une assistance efficace afin de renforcer la capacité des États Membres d'utiliser les télécommunications/TIC aux fins de la réduction des risques de catastrophe et de la gestion des catastrophes.</p>	<p>Une assistance efficace a été fournie afin de renforcer les capacités au moyen de la diffusion de Lignes directrices relatives aux plans nationaux pour les télécommunications d'urgence, d'un Guide sur l'élaboration d'un plan d'urgence fondé sur les télécommunications/TIC pour faire face aux pandémies" et d'un rapport intitulé "Les femmes, les TIC et les télécommunications d'urgence: perspectives et contraintes", ainsi que de l'élaboration d'exercices de simulation théoriques et de l'organisation de cours de formation en ligne sur les plans nationaux pour les télécommunications d'urgence, les exercices de simulation théoriques et la Convention de Tampere, et de sessions et manifestations en ligne sur la résilience face aux catastrophes et la gestion des catastrophes.</p> <p>L'UIT continue de fournir un appui aux pays touchés par des catastrophes (Vanuatu et Fidji) ainsi qu'une assistance aux États Membres (10 pays) en vue de l'élaboration de Plans nationaux pour les télécommunications d'urgence.</p> <p>L'UIT a mis en place un fichier pour les télécommunications d'urgence.</p> <p>L'UIT a poursuivi l'élaboration d'une <a href="#">carte de connectivité en cas de catastrophe</a>.</p>	<p>Les risques ont été correctement maîtrisés.</p> <p>Engagement des États Membres en vue d'utiliser les TIC aux fins de la gestion des catastrophes et de la réduction des risques de catastrophe.</p>

***Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque***

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
<p>Renforcement de la capacité des membres de l'UIT de fournir des infrastructures et des services de télécommunication/TIC robustes.</p>	<p>Nombre de lignes directrices, de manuels, d'études d'évaluation et de publications établies dans différents pays sur les questions pertinentes, à l'élaboration desquels le BDT a contribué.</p> <p>Nombre d'utilisateurs/d'abonnés ayant accès aux outils sur les questions pertinentes dans différents pays, à l'élaboration desquels le BDT a contribué.</p> <p>Nombre d'experts participant aux formations, séminaires et aux ateliers organisés dans différents pays sur les questions pertinentes, à l'élaboration desquels le BDT a contribué, et satisfaction de ces experts.</p>	<p>Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays.</p> <p>Concurrents arrivant dans le domaine de la cybersécurité – tout en étant flexible dans le domaine de la mobilisation de ressources.</p>

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
<p>Renforcement de la capacité des États Membres d'échanger efficacement des informations, de trouver des solutions et de lutter contre les menaces en matière de cybersécurité ainsi que d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies et des capacités au niveau national, y compris par le biais du renforcement des capacités, en encourageant la coopération aux niveaux national, régional et international en vue d'une participation accrue entre les États Membres et les acteurs concernés.</p>	<p>Pourcentage de pays ayant bénéficié de l'assistance du BDT qui ont renforcé leur niveau d'engagement en faveur de la cybersécurité.</p> <p>Pourcentage de pays en développement ayant fait de l'engagement en faveur de capacités en matière de cybersécurité une priorité nationale.</p> <p>Pourcentage de pays en développement ayant élaboré des programmes en matière de cybersécurité et des programmes professionnels.</p> <p>Pourcentage de Membres participant à des activités de sensibilisation et à des programmes de renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité.</p> <p>Pourcentage de pays en développement dans lesquels des stratégies nationales de cybersécurité sont en vigueur.</p> <p>Pourcentage de Membres ayant créé des structures pour la gouvernance ou la prise de décisions dans le domaine de la cybersécurité.</p> <p>Pourcentage de pays en développement élaborant des normes et des cadres en matière de cybersécurité.</p> <p>Pourcentage de membres ayant adopté des pratiques recommandées en matière de partage d'informations et de collaboration.</p> <p>Pourcentage de pays en développement ayant conclu des accords de collaboration multilatérale ou bilatérale.</p> <p>Pourcentage d'États Membres ayant directement contribué à l'élaboration de l'indice GCI</p>	<p>Difficultés à valoriser et conserver les talents.</p>
	<p>Pourcentage de pays en développement ayant mis en place des équipes CIRT sectorielles.</p> <p>Pourcentage d'États Membres de l'UIT disposant d'équipes CIRT nationales.</p> <p>Pourcentage de pays en développement ayant participé aux évaluations de l'état de préparation en matière de cybersécurité effectuées par l'UIT ou des partenaires.</p> <p>Pourcentage de pays en développement ayant mis au point des stratégies nationales sur la protection en ligne des enfants.</p>	

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
	<p>Pourcentage de membres participant à des programmes de sensibilisation et de renforcement des capacités dans le domaine de la protection en ligne des enfants.</p> <p>Pourcentage de pays en développement dans lesquels des stratégies nationales en matière de protection en ligne des enfants sont en vigueur.</p> <p>Pourcentage de pays en développement mettant au point des cadres sur la protection en ligne des enfants.</p> <p>Pourcentage d'États Membres ayant directement contribué au Portail mondial sur la Protection en ligne des enfants.</p>	
<p>Renforcement de la capacité des États Membres d'utiliser les télécommunications/TIC pour l'atténuation et la gestion des risques de catastrophe, pour garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence et appuyer la coopération dans ce domaine.</p>	<p>Nombre d'États Membres auxquels le BDT a prêté assistance dans le cadre d'opérations de secours immédiatement après une catastrophe, aussi bien en leur fournissant des équipements qu'en procédant à des évaluations des dégâts subis par les infrastructures.</p> <p>Nombre d'États Membres ayant bénéficié de l'assistance du BDT pour élaborer et installer des systèmes d'alerte avancée.</p> <p>Nombre d'États Membres ayant bénéficié de l'assistance du BDT pour élaborer et mettre en place des plans nationaux sur les télécommunications d'urgence.</p>	

## II.4.3 – D.3 Environnement favorable

### Description de l'Objectif

Promouvoir la mise en place d'un environnement politique et réglementaire favorable au développement durable des télécommunications/TIC.

L'Objectif D.3 utilise 29,32% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-D ou 9,99% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	2 446	1 650	1 650	3 271	2 371	8 942
Dépenses de documentation	78	0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	6 995	7 207	7 140	7 168	6 778	28 293
Dépenses de services administratifs centralisés	2 425	2 636	2 631	2 618	2 480	10 365
Dépenses de services d'appui centralisés	4 478	4 434	4 416	4 604	4 364	17 818
<b>Coûts intégraux</b>	<b>16 422</b>	<b>15 927</b>	<b>15 837</b>	<b>17 661</b>	<b>15 993</b>	<b>65 418</b>

**Rapport d'activité 2020**

<i>Résultats obtenus</i>	<i>Mesure</i>	<i>Risque</i>
<p>Résultats très positifs concernant le renforcement de la capacité des États Membres d'améliorer leurs cadres politiques, juridiques et réglementaires.</p>	<p>La 20ème édition du Colloque mondial des régulateurs (GSR-20) a été organisé de façon virtuelle durant l'été 2020. Elle a permis de renforcer la mobilisation en faveur des politiques et de la réglementation et a réuni plus de 2 448 participants. Le site web de l'édition de 2020 a été consulté plus de 90 695 fois. Des dialogues économiques régionaux de l'UIT ont été organisés dans les régions de l'Europe, de la CEI, des Amériques et de l'Afrique afin d'aborder les conséquences économiques et les stratégies de reprise pour reconstruire un monde meilleur et assurer la connectivité et la continuité des activités pendant et après la crise liée au COVID-19.</p> <p>Les outils concernant les politiques et réglementations relatives au numérique ont été améliorés au moyen de la publication de plusieurs rapports et lignes directrices, parmi lesquels le Manuel sur la réglementation du numérique associé à une plate-forme en ligne sur la réglementation du numérique, une série de rapports visant à quantifier les incidences économiques positives du large bande, de la transformation numérique et du rôle de la réglementation des TIC aux niveaux régional et mondial, ainsi que le rapport sur les perspectives d'évolution de la réglementation des TIC dans le monde.</p> <p>L'Outil de suivi réglementaire des TIC a été publié, ainsi que les critères de référence pour la réglementation de cinquième génération.</p> <p>En réponse à la crise mondiale liée au COVID-19, l'UIT a lancé la plate-forme mondiale pour la résilience des réseaux (#REG4COVID). Cette plate-forme a été consultée 152 500 fois en seulement neuf mois. Une série de manifestations virtuelles de haut niveau sur la coopération numérique a été organisée dans le cadre de l'initiative #REG4COVID. La plate-forme présente également des travaux de recherche et des analyses sur des questions d'actualité, par exemple les documents de travail sur la connectivité sur le dernier kilomètre dans le contexte du COVID-19 et les conséquences économiques du COVID-19 sur l'infrastructure numérique – Rapport d'une table ronde d'économistes.</p>	<p>Risques maîtrisés. Ressources humaines et financières suffisantes.</p>

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
<p>Niveau d'appui satisfaisant en vue de renforcer la capacité des États Membres de produire des statistiques sur les télécommunications/TIC de qualité et comparables à l'échelle internationale.</p>	<p>Les éditions de 2020 du <i>Guide de l'UIT pour la collecte des données administratives sur les télécommunications/TIC</i> et du <i>Manuel sur la mesure de l'accès des ménages et des particuliers aux TIC et de l'utilisation de ces technologies</i> ont été publiées, remplaçant les éditions de 2014 de ces publications.</p> <p>La 11<sup>ème</sup> réunion du Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications (EGTI) et la 8<sup>ème</sup> réunion du Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH) ont été organisées en 2020.</p>	<p>Possibilité d'organiser des activités de renforcement des capacités en présentiel.</p> <p>Risque atténué au moyen des formations en ligne dans le cadre l'Académie de l'UIT et des formations à distance.</p>
<p>Amélioration notable des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT afin d'exploiter pleinement le potentiel offert par les télécommunications/TIC, et appui fourni en vue de l'élaboration de politiques relatives aux compétences numériques.</p>	<p>Le Portail de l'Académie de l'UIT est amélioré en permanence afin d'offrir un accès mobile plus convivial et sécurisé aux activités de renforcement des capacités de l'UIT. En 2020, la base d'utilisateurs est passée de 10 000 à plus de 20 000 personnes, avec une nette augmentation du nombre de participants aux cours de formation en ligne.</p> <p>Des formations et des activités de renforcement des capacités ont été dispensées au profit de plus de 8 500 professionnels du secteur des TIC, et près de 3 300 personnes ont obtenu des certificats de réussite.</p> <p>Dans le cadre de l'initiative sur les Centres de transformation numérique, un atelier d'intégration a été organisé, et en 2020, plus de 80 000 personnes ont reçu une formation dans le domaine des compétences numériques de niveau élémentaire et intermédiaire grâce aux centres.</p> <p>Le Guide pour l'évaluation des compétences numériques a été publié en août 2020. L'édition de 2020 de la publication "Digital Skills Insights" a été élaborée en 2020.</p>	
<p>Contribution efficace au renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC et le passage au tout numérique dans leurs programmes nationaux de développement.</p>		<p>Appui/engagement satisfaisant de la part des partenaires et des pays.</p>

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<i>Résultats</i>	<i>Indicateurs de résultat</i>	<i>Indicateurs de risque</i>
<p>Renforcement de la capacité des États Membres d'améliorer leurs cadres politiques, juridiques et réglementaires favorables au développement des télécommunications/TIC.</p>	<p>Augmentation de la part de pays ayant modifié activement leur cadre politique et amélioré la diffusion des informations.</p> <p>Nombre de pays ayant adopté des politiques/lois/réglementations avec l'appui du BDT.</p> <p>Nombre de pays effectuant différentes phases de la conception, de l'élaboration, de la consultation ou de l'adoption de politiques, lois et réglementations avec l'appui du BDT.</p> <p>Nombre de participants aux manifestations du programme GSR+.</p> <p>Retours d'informations des Membres: pourcentage de membres satisfaits selon l'enquête (GSR+).</p> <p>Nombre moyen de consultations sur le web par publication parmi les dix premières publications sur les politiques et la réglementation.</p> <p>Pourcentage de pays couverts par les données réglementaires, indicateurs, travaux de recherche, outils et lignes directrices que l'UIT élabore et diffuse dans le domaine des politiques et de la réglementation relatives aux TIC, de l'économie et des finances, illustrés par une augmentation de la proportion de consultations sur le web.</p>	<p>Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays.</p> <p>Engagement politique limité.</p>
<p>Renforcement de la capacité des États Membres de produire des statistiques sur les télécommunications/TIC de qualité et comparables à l'échelle internationale, qui tiennent compte de l'évolution et des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC, à partir de normes et de méthodologies convenues.</p>	<p>Publication dans les délais de la base de données de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTI).</p> <p>Nombre de données et d'indicateurs disponibles dans la base de données WTI.</p> <p>Nombre de pays réalisant des enquêtes sur l'utilisation des TIC par les ménages.</p> <p>Nombre de participants aux deux manifestations annuelles liées aux données organisées par l'UIT: WTIS et réunions des Groupes d'experts.</p> <p>Nombre de pays dans lesquels l'UIT dirige des projets liés aux mégadonnées.</p> <p>Nombre de personnes ayant suivi le cours de formation en trois parties intitulé "Mesurer la société de l'information" dans le cadre de l'Académie de l'UIT.</p> <p>Nombre moyen de consultations sur le web par publication.</p>	<p>Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays.</p> <p>Engagement politique limité.</p>

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
	<p>Pourcentage de pays pour lesquels il existe des statistiques et des travaux de recherche connexes de l'UIT (à déterminer).</p> <p>Nombre moyen de consultations sur le web par publication, sur les cinq principales publications statistiques.</p>	
<p>Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT d'exploiter pleinement le potentiel des télécommunications/TIC.</p>	<p>Nombre de professionnels du secteur des TIC ayant reçu une formation.</p> <p>Nombre de professionnels du secteur des TIC ayant reçu une formation qui ont obtenu un certificat.</p> <p>Nombre de personnes ayant reçu une formation par l'intermédiaire des Centres de transformation numérique.</p> <p>Nombre de personnes ayant reçu une formation aux compétences numériques qui ont obtenu un certificat.</p>	
<p>Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC et le passage au tout numérique dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé.</p>	<p>Nombre d'initiatives (par exemple lignes directrices et recommandations, kits pratiques à faire soi-même etc.) et projets locaux destinés à renforcer les écosystèmes d'innovation des États Membres.</p> <p>Nombre de nouveaux partenariats avec les principaux partenaires qui encouragent les écosystèmes d'innovation.</p> <p>Nombre de partenariats, d'initiatives et de projets qui se sont traduits par des mesures concrètes pour les membres.</p>	

## II.4.4 – D.4 Société de l'information inclusive

### Description de l'Objectif

Promouvoir le développement et l'utilisation des télécommunications/TIC et d'applications pour donner à tous des moyens d'agir, indépendamment du sexe, de l'âge, des capacités ou de l'emplacement géographique, et édifier des sociétés numériques inclusives au service du développement durable.

L'Objectif D.4 utilise 19,52% des ressources prévues pour les Objectifs de l'UIT-D ou 6,65% des ressources prévues de l'UIT pour 2022-2025.

### Récapitulatif de l'imputation des coûts

En milliers CHF

	Coûts effectifs 2020	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023	Coûts prévus 2024	Coûts prévus 2025	Total 2022-2025
Charges prévues	1 862	1 050	1 050	2 126	1 226	5 452
Dépenses de documentation		0	0	0	0	0
Coûts réimputés aux Bureaux/Départements	4 609	4 915	4 958	4 808	4 415	19 096
Dépenses de services administratifs centralisés	1 598	1 798	1 828	1 754	1 613	6 993
Dépenses de services d'appui centralisés	2 950	3 024	3 069	3 085	2 841	12 019
<b>Coûts intégraux</b>	<b>11 019</b>	<b>10 787</b>	<b>10 905</b>	<b>11 773</b>	<b>10 095</b>	<b>43 560</b>

**Rapport d'activité 2020**

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
<p>Activités efficaces menées pour améliorer l'accès aux télécommunications/TIC et leur utilisation dans les PMA, les PEID, les PDSL et les pays dont l'économie est en transition</p>	<p>L'Initiative pour les politiques et la réglementation pour le numérique en Afrique (PRIDA) continue d'encourager la mise en place d'un réseau large bande accessible à tous et financièrement abordable sur l'ensemble du continent. Le projet UIT-UNICEF pour la connectivité dans les écoles, l'initiative GIGA, continue de poursuivre son objectif, consistant à fournir une connectivité efficace dans toutes les écoles du monde entier.</p>	<p>Les risques potentiels ont été maîtrisés étant donné qu'un niveau suffisant de ressources a été mis à disposition.</p>
<p>Niveau satisfaisant d'appui pour renforcer la capacité des membres de l'UIT d'exploiter et d'utiliser les nouvelles technologies.</p>	<p>Un atelier sur la société intelligente a été organisé afin de mieux faire comprendre les concepts, les exigences et les possibilités associés à l'exploitation des nouvelles technologies comme l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, les mégadonnées, etc.</p>	<p>Le soutien/ l'engagement de la part des pays et des parties prenantes était approprié.</p>
<p>Contribution au renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'élaborer des stratégies, des politiques et des pratiques favorisant l'inclusion numérique, en particulier pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, des personnes handicapées et des autres personnes ayant des besoins particuliers.</p>	<p>Le portail de l'Académie de l'UIT est devenu un outil au service de l'inclusion numérique, grâce à l'élargissement de l'offre en matière de formation, qui comprend aujourd'hui l'accessibilité des TIC ainsi que des cours de formation destinés aux communautés autochtones et marginalisées. En 2020, 10 000 nouveaux utilisateurs se sont inscrits à l'Académie de l'UIT, pour un total de plus de 20 000 utilisateurs et 150 pays du monde entier utilisent déjà la plate-forme qu'offre l'Académie de l'UIT.</p> <p>En 2020, plus de 15 ressources sur l'accessibilité des TIC ont été diffusées, parmi lesquelles des lignes directrices sur l'accessibilité des TIC, des formations en ligne, des tutoriels vidéo et une évaluation régionale de l'UIT sur l'accessibilité des TIC.</p> <p>Grâce aux nouvelles formations sur l'accessibilité des TIC et du numérique qui ont été dispensées au moyen de l'Académie de l'UIT, plus de 650 membres de l'UIT, parties prenantes et décideurs ont obtenu une certification de l'UIT en 2020.</p> <p>Des connaissances et des bonnes pratiques dans le domaine de l'accessibilité des TIC et du numérique ont été diffusées auprès de plus de 1500 membres de l'UIT, décideurs et parties prenantes concernées.</p>	

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
	<p>Près de <b>200 personnes autochtones</b> issues de communautés marginalisées ont bénéficié de formations en ligne ciblées en 2020, comprenant également des connaissances particulières sur les situations d'urgence, l'objectif étant d'aider ces communautés à accéder aux informations et aux services numériques essentiels dans le cadre de la crise liée au COVID-19.</p> <p>En 2020, outre la session du SMSI sur les TIC et les personnes âgées, un rapport intitulé "<b>Vieillir dans un monde numérique – ne plus être vulnérable mais précieux</b>" a été publié.</p> <p>Soixante-deux pays ont célébré la journée des jeunes filles dans le secteur des TIC en 2020, et 66 910 personnes ont participé à cette journée, y compris des jeunes filles. Grâce au partenariat EQUALS, plus de 52 000 femmes et jeunes filles ont bénéficié de formations en compétences numériques et d'un mentorat et 146 projets de recherche ont été lancés pour réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes.</p> <p>L'initiative Generation Connect, lancée en 2020, est l'initiative incontournable mise en œuvre au titre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse. Elle a été adoptée par les États Membres durant la réunion de juin 2020 du GCDT en vue de la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2021 (CMDT-21) et du Sommet mondial de la jeunesse organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect qui se tiendra à l'occasion de cette Conférence. Les trois piliers de cette stratégie sont les suivants: autonomisation, engagement et participation.</p>	
<p>Capacité accrue des membres de l'UIT à concevoir des stratégies et des solutions fondées sur les télécommunications/TIC aux fins de l'adaptation aux effets des changements climatiques, de l'atténuation de ces effets et de l'utilisation d'énergies vertes et renouvelables.</p>	<p>Les capacités ont été renforcées au moyen de la publication de rapports et de lignes directrices et de l'organisation de formations, notamment: l'édition de 2020 du rapport "Global E-Waste Monitor" (globalewaste.org); un kit pratique (élaboré avec le Forum économique mondial) à l'intention des pays en développement et des marchés émergents; la publication d'un document de réflexion (en collaboration avec le Forum sur les DEEE) sur les déchets liés à l'Internet; un module d'apprentissage en ligne sur mesure dans le domaine de l'élaboration de politiques relatives aux DEEE, et des formations régionales aux statistiques relatives aux DEEE.</p> <p>Une assistance directe a été fournie à plusieurs pays.</p>	

<b>Résultats obtenus</b>	<b>Mesure</b>	<b>Risque</b>
	<p>La mobilisation a été renforcée dans le cadre de la préparation, aux côtés du Forum sur les DEEE, de la Journée mondiale des déchets d'équipements électriques et électroniques (IEWD).</p> <p>L'UIT a également contribué à l'élaboration de la feuille de route et des objectifs du Partenariat pour l'électronique circulaire.</p>	

**Déclaration 2022 sur les résultats attendus, la mesure et les indicateurs de risque**

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
<p>Amélioration de l'accès aux télécommunications/TIC et de leur utilisation dans les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays en développement sans littoral (PDSL), ainsi que dans les pays dont l'économie est en transition.</p>	<p>Nombre de pays bénéficiant d'une assistance ciblée grâce à des initiatives prises par le BDT et bénéficiant ainsi d'une meilleure connectivité et d'une plus grande disponibilité de télécommunications/TIC, à un prix financièrement abordable.</p> <p>Nombre de pays ayant reçu une assistance grâce à des initiatives prises par le BDT, y compris nombre de bourses demandées et nombre de bourses accordées.</p>	<p>Manque de polyvalence, de souplesse et de préparation du personnel pour s'adapter à l'évolution des besoins.</p>
<p>Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'accélérer le développement économique et social en exploitant et en utilisant les nouvelles technologies et les services et applications des télécommunications/TIC.</p>	<p>Nombre de kits pratiques publiés et téléchargés pour l'élaboration de stratégies numériques sectorielles nationales; nombre de rapports publiés sur les bonnes pratiques en matière d'utilisation des télécommunications/TIC au service du développement; nombre de manifestations/ateliers/séminaires consacrés à l'utilisation des télécommunications/TIC au service du développement et visant à fournir une aide aux pays en développement concernant les problèmes auxquels leurs populations et sociétés sont confrontées, et nombre de participants à ces manifestations/ateliers/séminaires.</p>	<p>Ressources humaines et financières insuffisantes.</p> <p>Manque de soutien/d'engagement de la part des partenaires et des pays.</p>

<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de résultat</b>	<b>Indicateurs de risque</b>
<p>Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'élaborer des stratégies, des politiques et des pratiques favorisant l'inclusion numérique, en particulier pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, des personnes handicapées et des autres personnes ayant des besoins particuliers.</p>	<p>Volume des ressources sur l'inclusion numérique élaborées ou mises à la disposition des membres, y compris les publications, les politiques, les stratégies, les lignes directrices, les bonnes pratiques, les études de cas, les matériels didactiques, les ressources et les kits pratiques en ligne, et nombre de consultations de sites web de l'UIT-D sur l'inclusion numérique.</p> <p>Nombre de membres connaissant l'existence de politiques, stratégies et lignes directrices relatives à l'inclusion numérique et ayant bénéficié d'une formation ou de conseils en la matière.</p>	
<p>Renforcement de la capacité des membres de l'UIT de concevoir des stratégies et des solutions en matière de télécommunications/TIC relatives à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets ainsi qu'à l'utilisation d'énergies vertes/renouvelables.</p>	<p>Nombre d'États Membres ayant bénéficié de l'assistance du BDT pour sensibiliser davantage l'opinion aux conséquences des changements climatiques et promouvoir l'utilisation des télécommunications/TIC pour atténuer ces conséquences négatives.</p> <p>Nombre d'États Membres ayant bénéficié de l'assistance du BDT pour élaborer leurs stratégies et leurs cadres politiques et réglementaires relatifs aux changements climatiques.</p> <p>Nombre d'États Membres ayant bénéficié de l'assistance du BDT pour élaborer une stratégie et des cadres politiques et réglementaires relatifs aux déchets d'équipements électriques et électroniques.</p>	



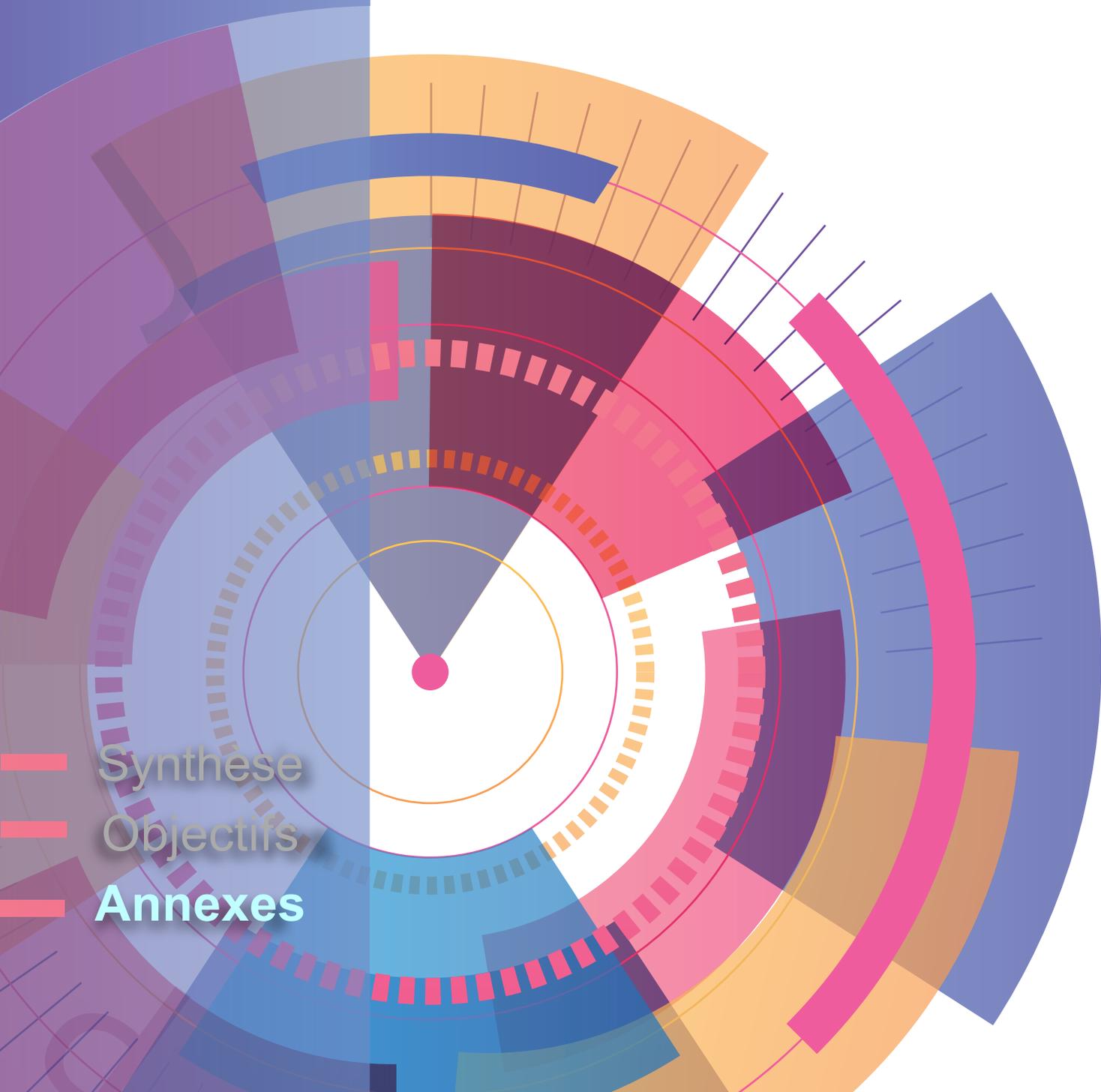
# UIT

PROJET DE

# PLAN OPÉRATIONNEL DE L'UIT

POUR LA PÉRIODE

2022-2025



Synthese

Objectifs

Annexes

## Partie III – Annexes

---

Annexe A – Attribution des ressources par produit pour 2022-2025 .....	87
Annexe B – Projet de Résolution .....	91

## Annexe A – Attribution des ressources par produit pour 2022-2025

	<i>En milliers CHF</i>		
	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023-2025	Coûts prévus 2022-2025
<b>Intersectoriels</b>			
I.1-1: Conférences, forums, manifestations et réunions intersectoriels au niveau mondial offrant un cadre de discussion de haut niveau	9 351	16 194	25 545
I.1-2: Échange de connaissances, création de réseaux de relations et partenariats	1 760	8 081	9 841
I.1-3: Mémoires d'accord	33	72	105
I.1-4: Rapports et autres contributions aux processus interinstitutions des Nations Unies, multilatéraux et intergouvernementaux	1 147	2 642	3 789
I.1-5: Création de services d'appui pour les membres de l'UIT dans les activités et les manifestations de l'UIT	1 416	2 672	4 088
<b>I.1 Collaboration</b>	<b>13 707</b>	<b>29 661</b>	<b>43 368</b>
I.2-1: Initiatives et rapports intersectoriels sur les nouvelles tendances pertinentes dans le secteur des télécommunications/TIC et autres initiatives analogues	390	1 690	2 080
I.2-2: Nouvelles de l'UIT en version numérique	1 222	3 396	4 618
I.2-3: Plantes-formes d'échange d'informations concernant les nouvelles tendances	4 604	7 214	11 818
<b>I.2 Nouvelles tendances en matière de TIC</b>	<b>6 216</b>	<b>12 300</b>	<b>18 516</b>
I.3-1: Rapports, lignes directrices, normes et récapitulatifs concernant l'accessibilité des télécommunications/TIC	252	665	917
I.3-2: Mobilisation de ressources et de compétences techniques, par exemple, en encourageant une participation accrue des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers aux réunions internationales et régionales	48	155	203
I.3-3: Poursuite de l'amélioration et de la mise en œuvre de la politique de l'UIT en matière d'accessibilité et des plans connexes	5	112	117
I.3-4: Campagnes de sensibilisation, tant au niveau des Nations Unies qu'aux niveaux régional et national	483	531	1 014
<b>I.3 Accessibilité des télécommunications/TIC</b>	<b>788</b>	<b>1 463</b>	<b>2 251</b>
I.4-1: Kits pratiques, outils d'évaluation et lignes directrices pour l'élaboration de politiques et le développement des compétences et autres pratiques de mise en œuvre	196	864	1 060
I.4-2: Réseaux, collaboration, initiatives et partenariats	627	1 567	2 194
I.4-3: Campagnes de sensibilisation, tant au niveau des Nations Unies qu'aux niveaux régional et national	372	1 149	1 521
I.4-4: Appui au partenariat EQUALS	14	354	368
<b>I.4 Égalité hommes/femmes et inclusion</b>	<b>1 209</b>	<b>3 934</b>	<b>5 143</b>
I.5-1: Politiques et normes en matière d'efficacité énergétique	5	267	272
I.5-2: Sécurité et performance environnementale des équipements et installations TIC (gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques)	10	273	283
I.5-3: Plate-forme mondiale pour les villes intelligentes et durables, y compris élaboration d'indicateurs fondamentaux de performance	43	307	350
<b>I.5 Environnement durable</b>	<b>58</b>	<b>847</b>	<b>905</b>
I.6-1: Mettre en évidence et supprimer tous les types et tous les cas de recoupement des fonctions et de chevauchement des activités entre tous les organes structurels de l'UIT, en optimisant, notamment, les méthodes de gestion, la logistique, la coordination et l'appui fourni par le secrétariat.	705	1 848	2 553
I.6-2: Mettre en œuvre le concept d'une "UIT unie dans l'action", en harmonisant, dans la mesure du possible, les procédures appliquées dans l'ensemble des Secteurs et des bureaux régionaux/dans le cadre de la présence régionale dans la réalisation des buts et objectifs de l'UIT et des Secteurs	957	2 551	3 508
<b>I.6 Réduction des chevauchements et des doubles emplois</b>	<b>1 662</b>	<b>4 399</b>	<b>6 061</b>
<b>Total intersectoriels</b>	<b>23 640</b>	<b>52 604</b>	<b>76 244</b>

## Annexe A – Attribution des ressources par produit pour 2022-2025

	<i>En milliers CHF</i>		
	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023-2025	Coûts prévus 2022-2025
<b>Secteur des radiocommunications</b>			
R.1-1: Actes finals des conférences mondiales des radiocommunications, mise à jour du Règlement des radiocommunications	1 740	10 181	11 921
R.1-2: Actes finals des conférences régionales des radiocommunications, accords régionaux	782	2 035	2 817
R.1-3: Règles de procédure et autres décisions adoptées par le Comité du Règlement des radiocommunications (RRB)	2 649	7 014	9 663
R.1-4: Publication des fiches de notification (services spatiaux) et autres activités connexes	20 187	62 470	82 657
R.1-5: Publication des fiches de notification (services de Terre) et autres activités connexes	11 170	31 871	43 041
<b>R.1 Réglementation et gestion du spectre/des orbites</b>	<b>36 528</b>	<b>113 571</b>	<b>150 099</b>
R.2-1: Décisions de l'Assemblée des radiocommunications, résolutions de l'UIT-R	953	2 851	3 804
R.2-2: Recommandations, Rapports (y compris le Rapport de la RPC) et Manuels de l'UIT-R	5 156	18 448	23 604
R.2-3: Avis formulés par le Groupe consultatif des radiocommunications	1 491	4 499	5 990
<b>R.2 Normes relatives aux radiocommunications</b>	<b>7 600</b>	<b>25 798</b>	<b>33 398</b>
R.3-1: Publications UIT-R	4 532	17 288	21 820
R.3-2: Assistance aux membres, en particulier ceux des pays en développement et des pays les moins avancés	4 453	13 037	17 490
R.3-3: Liaison/appui concernant les activités de développement	1 522	4 455	5 977
R.3-4: Séminaires, ateliers et autres	4 061	12 979	17 040
<b>R.3 Échange de connaissances</b>	<b>14 568</b>	<b>47 759</b>	<b>62 327</b>
<b>Total du Secteur des radiocommunications</b>	<b>58 696</b>	<b>187 128</b>	<b>245 824</b>

## Annexe A – Attribution des ressources par produit pour 2022-2025

	<i>En milliers CHF</i>		
	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023-2025	Coûts prévus 2022-2025
<b>Secteur de la normalisation des télécommunications</b>			
T.1-1: Résolutions, recommandations et vœux de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT)	4 700	4 510	9 210
T.1-2: Sessions régionales de consultation en vue de l'AMNT	0	864	864
T.1-3: Avis et décisions du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT)	650	2 195	2 845
T.1-4: Recommandations UIT-T et résultats connexes des travaux des commissions d'études de l'UIT-T	8 451	27 521	35 972
T.1-5: Assistance générale et coopération fournies par l'UIT-T	632	2 454	3 086
T.1-6: Base de données sur la conformité	65	278	343
T.1-7: Centres de tests et réunions sur l'interopérabilité	140	492	632
T.1-8: Élaboration de suites de tests	65	278	343
<b>T.1 Élaboration de normes</b>	<b>14 703</b>	<b>38 592</b>	<b>53 295</b>
T.2-1: Réduction de l'écart en matière de normalisation	1 088	4 264	5 352
T.2-2: Ateliers et séminaires, y compris activités de formation en ligne et hors ligne, complétant les activités de renforcement des capacités en vue de réduire l'écart en matière de normalisation	3 307	10 256	13 563
T.2-3: Sensibilisation et promotion	1 046	3 371	4 417
<b>T.2 Réduire l'écart en matière de normalisation</b>	<b>5 441</b>	<b>17 891</b>	<b>23 332</b>
T.3-1: Bases de données pertinentes du TSB	1 151	3 746	4 897
T.3-2: Attribution et gestion des ressources de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification utilisées dans les télécommunications internationales, conformément aux recommandations et procédures de l'UIT-T	826	2 100	2 926
<b>T.3 Ressources de télécommunications</b>	<b>1 977</b>	<b>5 846</b>	<b>7 823</b>
T.4-1: Publications UIT-T	2 183	6 934	9 117
T.4-2: Publications de bases de données	290	1 185	1 475
T.4-3: Sensibilisation et promotion	1 335	6 681	8 016
T.4-4: Bulletin d'exploitation de l'UIT	522	1 411	1 933
<b>T.4 Échange de connaissances</b>	<b>4 330</b>	<b>16 211</b>	<b>20 541</b>
T.5-1: Mémoires d'accord et accords de collaboration	619	1 856	2 475
T.5-2: Habilitations conformément aux Recommandations UIT-T A.4, A.5 et A.6	88	372	460
T.5-3: Ateliers ou réunions organisés conjointement	371	1 169	1 540
<b>T.5 Coopération avec les organismes de normalisation</b>	<b>1 078</b>	<b>3 397</b>	<b>4 475</b>
<b>Total du Secteur de la normalisation des télécommunications</b>	<b>27 529</b>	<b>81 937</b>	<b>109 466</b>

## Annexe A – Attribution des ressources par produit pour 2022-2025

	Coûts prévus 2022	Coûts prévus 2023-2025	Coûts prévus 2022-2025
<b>Secteur du développement des télécommunications</b>			
D.1-1 Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) et rapport final de la CMDT	284	7 775	8 059
D.1-2 Réunions préparatoires régionales (RPM) et rapports finals des RPM	242	6 628	6 870
D.1-3 Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT) et rapports du GCDT à l'intention de la Directrice du BDT et de la CMDT	3 124	8 883	12 007
D.1-4 Commissions d'études et lignes directrices, recommandations et rapports des commissions d'études	4 864	13 680	18 544
D.1-5 Plates-formes pour la coordination régionale, y compris les Forums régionaux de développement	1 992	7 129	9 121
D.1-6 Projets de développement des télécommunications/TIC mis en œuvre et services se rapportant aux initiatives régionales	4 022	11 106	15 128
<b>D.1 Coordination</b>	<b>14 528</b>	<b>55 201</b>	<b>69 729</b>
D.2-1: Produits et services relatifs aux infrastructures et aux services de télécommunication/TIC, au large bande hertzien et fixe, au raccordement des zones rurales et isolées, à l'amélioration de la connectivité internationale, à la réduction de l'écart en matière de normalisation, à la conformité et à l'interopérabilité, à la gestion du spectre, au contrôle des émissions et à la gestion efficace et efficiente ainsi qu'à l'utilisation adéquate des ressources des télécommunications, dans le cadre du mandat de l'UIT, et au passage à la radiodiffusion numérique, par exemple des études d'évaluation, des publications, des ateliers, des lignes directrices et des bonnes pratiques	4 778	14 794	19 572
D.2-2: Produits et services concernant l'instauration de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC, notamment élaboration de rapports et de publications, et la contribution à la mise en œuvre d'initiatives aux niveaux national et mondial.	3 617	10 848	14 465
D.2-3: Produits et services relatifs à la réduction et à la gestion des risques de catastrophe et aux télécommunications d'urgence, y compris la fourniture d'une assistance pour permettre aux États Membres d'aborder toutes les étapes de la gestion des catastrophes, telles que l'alerte avancée, les interventions, les opérations de secours et la remise en état des réseaux de télécommunication	2 459	7 931	10 390
<b>D.2 Infrastructure moderne et sûre pour les télécommunications/TIC</b>	<b>10 854</b>	<b>33 573</b>	<b>44 427</b>
D.3-1: Produits et services relatifs aux politiques et à la réglementation en matière de télécommunications/TIC, en vue d'améliorer la coordination et la cohérence au niveau international, par exemple des études d'évaluation et d'autres publications, ainsi que d'autres cadres d'échange d'informations	4 255	12 686	16 941
D.3-2: Produits et services relatifs aux statistiques sur les télécommunications/TIC et la généralisation du numérique et aux analyses de données, notamment établissement de rapports de recherche, collecte, harmonisation et diffusion de données statistiques de qualité et comparables au niveau international, et forums de discussion	4 522	14 867	19 389
D.3-3: Produits et services relatifs au renforcement des capacités et au développement des compétences humaines, y compris celles portant sur la gouvernance internationale de l'Internet, comme les plates formes en ligne, les programmes de formation à distance et traditionnels visant à améliorer les compétences pratiques et le partage de supports, compte tenu des partenariats avec les parties prenantes s'occupant d'éducation dans le domaine des télécommunications/TIC	4 207	12 306	16 513
D.3-4: Produits et services relatifs à l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC, par exemple échange de connaissances et assistance, sur demande, concernant l'élaboration d'un programme national en faveur de l'innovation; mécanismes de partenariat; conception de projets, réalisation d'études et élaboration de politiques d'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC	2 943	9 632	12 575
<b>D.3 Environnement favorable</b>	<b>15 927</b>	<b>49 491</b>	<b>65 418</b>
D.4-1: Produits et services visant à fournir une assistance ciblée aux PMA, aux PEID, aux PDSL et aux pays dont l'économie est en transition, afin de favoriser la disponibilité et l'accessibilité financière des télécommunications/TIC	2 257	7 364	9 621
D.4-2: Produits et services relatifs aux politiques en matière de télécommunications/TIC propres à favoriser le développement de l'économie numérique, aux applications des TIC et aux nouvelles technologies, par exemple échange d'informations, et appui à la mise en œuvre, études d'évaluation et kits pratiques	2 873	9 601	12 474
D.4-3: Produits et services relatifs à l'inclusion numérique des jeunes filles et des femmes ainsi que des personnes ayant des besoins particuliers (personnes âgées, jeunes, enfants et populations autochtones, entre autres), par exemple activités de sensibilisation sur les stratégies, les politiques et les pratiques en matière d'inclusion numérique, perfectionnement des compétences numériques, kits pratiques et lignes directrices et forums de discussion pour échanger des pratiques et des stratégies	3 691	9 417	13 108
D.4-4: Produits et services relatifs aux applications des TIC concernant l'adaptation aux effets des changements climatiques et l'atténuation de ces effets, par exemple promotion de stratégies et diffusion de bonnes pratiques relatives à l'établissement de cartes des zones exposées et à l'élaboration de systèmes d'information, de critères de mesure et de modes de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques	1 966	6 391	8 357
<b>D.4 Société de l'information inclusive</b>	<b>10 787</b>	<b>32 773</b>	<b>43 560</b>
<b>Total du Secteur de développement des télécommunications</b>	<b>52 096</b>	<b>171 038</b>	<b>223 134</b>

ANNEXE B

PROJET DE RÉSOLUTION [...]

**Plan opérationnel quadriennal glissant de l'Union pour la période 2022-2025**

Le Conseil de l'UIT,

*reconnaissant*

les dispositions des articles 5, 11A, 12, 14A, 15 et 18 de la Convention de l'UIT,

*rappelant*

la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires relative au Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 et la Résolution 151 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires concernant la mise en œuvre à l'UIT de la gestion axée sur les résultats,

*ayant considéré*

le projet de Plan opérationnel quadriennal glissant de l'Union pour la période 2022-2025 (Document [C21/28](#)),

*ayant considéré en outre*

la nécessité pour le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux de disposer d'une certaine souplesse dans la mise en œuvre des éléments du Plan opérationnel quadriennal glissant dont ils sont respectivement responsables, afin de tenir compte des changements qui pourraient avoir lieu entre deux sessions du Conseil,

*décide*

- 1 d'approuver le Plan opérationnel quadriennal glissant de l'Union pour la période 2022-2025; et
- 2 d'octroyer au Secrétaire général et aux Directeurs des Bureaux la souplesse nécessaire dans la mise en œuvre des éléments du Plan opérationnel quadriennal glissant dont ils sont respectivement responsables pour la période 2022-2025.

---